le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Krach, boum, hue !

M 02137 - 1502 - F: 2,00 €
2 €
ISSN 0026-9433

« La presse française fait preuve d'une partialité révoltante et ne traite jamais que les mêmes sujets: les hommes politiques et les autres criminels. »

Boris Vian

hebdo n° 1502
du 31 janvier au 6 février 2008

Sommaire

Imprimeurs en **colère**, par E. Vanhecke, *page 4*

Le billet du **Peinard**, *page 5*

L'autruche rouscaille, *page 5*

Les **brèves** de combat, *page 6*

Crise du nerf de la guerre, par J. Langlois, *page 7*

Huissiers belges, par J.-P. Garnier, *page 10*

Bac pro, la casse, par Sigrid, *page 11*

Kenya, dégât collatéral, par S. Rincon, *page 14*

Poubelles **mafieuses**, par B. Cibille, *page 15*

Des faits d'**anarchie**, par Paco, *page 17*

MurMure de paix, par Paco, *page 18*

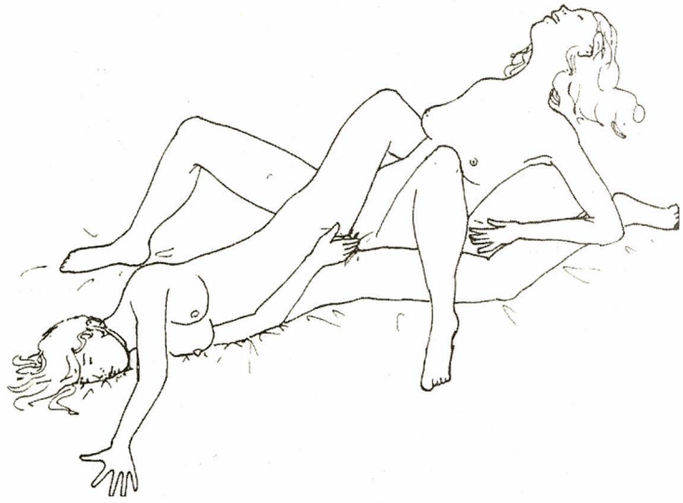
Pauvre au pays de la richesse, par Moriel, *page 19*

La fesse heureuse, par M. Giraud, *page 20*

La vie du **mouvement**, *page 21*

RL, le choix de la rédaction, *page 22*

Agenda, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Éditorial

Avant quand on disait «général» on pensait assez souvent (?) au mécano de ladite locomotive et à la bouille lunaire de Buster Keaton. Maintenant on pensera aussi au lampiste de la Société générale. Piratage informatique, complicités diverses et à tous niveaux, on peut se perdre en conjonctures. Penser aussi que ce n'est que le petit bout del'iceberg et qu'il s'en passe sûrement de bien belles sans que les médias s'en emparent!

Les politiques ont beau «s'irriter», évoquer, histoire de faire peur, le spectre du krach de 1929, les faits sont là: le gouvernement français n'a été prévenu que trois jours après la «forfaiture».

Le temps, informatiquement parlant, de gommer des traces et de faire porter le chapeau à un pseudo-hacker? Va savoir!

Il y a quelque temps il était de bon ton de se gausser de lItalie sous la botte pailletée de Berlusconi. Mais la saga people du chef de l'État français ne fait pas que le bonheur des caricaturistes de notre bel Hexagone. De par le monde ça se gondole aussi. «Nouveau Napoléon», «Président Duracell», ça cartonne dur sur l'image de la fille aînée de l'Eglise. Et notre pouvoir d'achat dans tout ça? Il a du plomb dans l'aile. On en viendrait presque à se demander où va l'argent des contrats juteux annoncés ça et là. Par contre la société du spectacle, elle, fait recette à guichets fermés.

Sinon, côté social ce n'est pas le quart d'échec de la grève des fonctionnaires du 24 janvier qui va beaucoup nous remonter le moral.

Il faut bien convenir que les élections municipales prochaines enrayent sérieusement les rouages syndicaux encore existants. Demain on rasera gratis et un monde merveilleux sortira des urnes, tel est le refrain lancinant qui bourdonne constamment à nos oreilles. Au début des années 1970 le Programme commun avait remplacé la lutte des classes dans les statuts des syndicats. Plus de trente ans après, les mêmes illusions perdurent. Pourtant le miroir aux alouettes du libéralisme a fait beaucoup de dégâts dans la gauche parlementaire, pour ne parler que d'elle. Un certain bon sens pragmatique pourrait redonner la priorité à l' «action syndicale». Mais quand tordra-t-on le cou au léninisme et à la mise en laisse du monde du travail? Il le faudra pourtant si l'on veut que se profile un autre futur!

Flatulences libérales

Attali Attila a fait sa grosse commission

Sami Chemin

PRENEZ UN IDIOT, de préférence doté d'un crâne volumineux, et répétez-lui sans cesse que sa grosse tête pourrait loger l'Univers entier, alors l'idiot sera vite persuadé que son jus de crâne est un breuvage qui réjouira jusqu'à l'épectase les palais les plus délicats. Douteriez-vous un instant de l'incommensurable génie de cet idiot utile (aux puissants de ce monde précisons-le tout de suite) qu'est l'homme à tête de chouette nommé Attali?

Alors esbaudissez-vous devant quelques-unes des prouesses de l'homme dont le père tenait commerce de parfumerie sous l'enseigne de « Bib et Bab », vous en resterez babas.

Polygraphe diarrhéique, il peut écrire sur tous les sujets. Des dizaines d'ouvrages en témoignent, comme pourraient le faire tout aussi bien d'ailleurs la kyrielle de nègres qu'il a usés à la tâche. Certes, ci et là il s'égara dans le plagiat, mais même les génies ont droit à leurs petites cachotteries, n'est-ce pas? Passer de Marx à Gandhi ne le rebute pas, quitte à enfoncer des portes ouvertes et à rester planté devant celles qui résistent.

Le paon se pique de théâtre, ainsi de la pièce qu'il écrivit *Les Portes du Ciel*, qui vit accourir les emplumés du « Tout Paris » lors de la première. Le fat a le cœur sensible. La preuve? Il participa à la création de l'ONG « Action internationale contre la faim », mais cela lui causa moult remords, alors il devint le conseiller du roi et plaida avec succès le tournant de la « rigueur économique » en 1982. Fréquenter les palais et être appelé par son prénom par quarante chefs d'État (c'est en tout cas ce qu'il affirme) boosta sa pompe à vertiges. Il créa la BERD (oui la première lettre est bien B) et dans la dite Banque européenne pour la reconstruction et le développement, il exigea que le hall d'entrée de son temple soit en marbre de Carrare, mais que voulez-vous, les grands prêtres ont bien le droit d'avoir des goûts de chiotte... luxueux!

Son carnet d'adresses étant abondamment garni, le têtard à hublots huma le vent du large et décida d'aller dispenser ses conseils éclairés (forcément) de par le monde. Nul n'est parfait c'est bien connu, et cela vaut aussi pour les génies. Or, le nôtre a toujours eu le nez passablement bouché, aussi la puanteur émise par tel satrape ou dictateur ne chagrine guère ses narines, le général président du Congo, Sassou-Nguesso, ou bien les maîtres de l'Angola sont bien placés pour l'affirmer. Mais l'argent n'a pas d'odeur, c'est bien connu. Chaque conférence de Jacques, le conseiller lumineux, se monte à 20000 euros environ. Cependant, notre Monsieur Soleil peut ajuster le prix de ses oracles pour celui qui fait fi de la menue

monnaie, exemple : Jean-Marie Messier, alors patron de Vivendi Universal, qui fut ravi de débourser 457 000 euros pour des séances de flatteries réciproques.

Mais les prouesses de l'omnisciente Pythie méritaient un terrain de jeu davantage à sa mesure. De derrière l'horizon émergea la silhouette de Nicolas le petit, sorte d'Alexandre le Grand passé par le filtre des nanotechnologies. La capricante créature élyséenne scruta le paysage et n'eut guère de mal à détecter tout le profit qu'il pourrait tirer du fat qui se prend pour le docteur de l'Univers. Il lui commandita un rapport dont les préconisations, promis juré, seraient suivies à la lettre. Céans, le bardé de diplômes dit que ça allait barder. Il s'entoura alors de dizaines de faire-valoir, pour la plupart grands fanatiques du marché, avala la poisseuse mélasse puis sollicita son gros intestin. Résultat des courses : son auguste fondement propulsa plus de 300 flaques nauséeuses sur le tapis. Cette œuvre d'art vespasien s'appelle sobrement le rapport Attali, et il paraît que si nous nous enduisons minutieusement le visage de cet onguent, nous serons à jamais guéris de la langueur qui nous affecte.

Le – presque – grand horloger de l'Univers nous livre, affirme-t-il, la recette pour relancer la machine France. Le Jacques en question nous prendrait-il pour des fatalistes ou des ilotes ?

Faut voir…

Mais avant de nous quitter, mettons-nous un mouchoir sur le nez, puis à distance respectable, observons les souillures qui maculent le tapis. Que signifient-elles ? Encore plus de concurrence, de déréglementation, de nucléaire, de cadeaux et de facilités accordées aux entreprises pour amasser davantage de fric et matraquer les travailleurs, haro sur les services publics, sur les retraites…

Aucun doute n'est permis. Attali Attila pensait nous fustiger avec les vapeurs qui sortent de son inquiétante bouilloire, c'est loupé, il nous asphyxie avec ses odeurs de jus d'intestin.

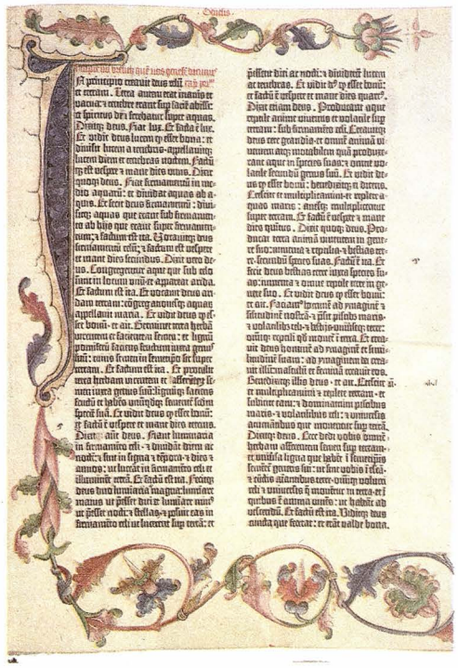
S. C.

C'est pas bon, mais c'est chaud !

Il fallait bien que ça arrive : c'est arrivé. Poussés à bout par les mensonges, les fausses promesses et les faux rendez-vous, les reniements, les tromperies, les reculades, la faiblesse, la lâcheté, la veulerie, l'incompétence, la paresse, la fourberie, la déloyauté, la bêtise, le harcèlement, la crapulerie, la mollesse et le désintérêt complet de la situation de la direction, les salariés et salariées de l'IN Choisy, filiale à 100 % de l'Imprimerie nationale, elle-même possédée (sic) par l'État, ont décidé de se mettre en grève lundi dernier. Trimballés jour après jour, menacés par un plan social au rabais depuis plusieurs mois, l'équation était malgré tout assez simple.

L'Imprimerie occupait en 2003, sur le site de Paris-Convention, près de 1 450 salariés. Après deux plans sociaux successifs en 2003 et 2005, il reste 120 salariés à Choisy-le-Roi pour l'activité feuilles et concours, et une chtiote quinzaine à Ivry-sur-Seine qui tente contre vents et marées, avec courage et amour, et oui, de faire vivre la typographie traditionnelle et aussi de s'inventer du travail. Jusqu'à présent c'était le plan social de 2005 qui nous avait été promis. Les engagements étaient clairs et écrits. Ce plan était ce qu'il était mais il garantissait au moins des reclassements acceptables, des primes au départ volontaire à peu près correctes et des mesures d'âge. Le scandale immobilier de l'automne dernier s'est invité à la noce. Les locaux parisiens, un pâté de maisons entier en plein XVe arrondissement, vendus au privé américain Carlyle par l'État 85 millions d'euros ont été après transformation rachetés par ce même État 370 millions d'euros pour installer une partie du ministère à Kouchner. Sans doute pour y stocker des réserves de riz. De son côté l'Imprimerie a été recapitalisée par Bruxelles pour un montant de 197 millions d'euros. Difficile après ça de vendre à perte, comme ils savent si bien le faire, sans être montré du doigt. Et pendant ce temps les salariés de Choisy travaillent. De 120 ils doivent passer à 40 sans garantie aucune pour ceux qui restent. Les baisés comptez-vous ! Désormais trop c'est trop. La direction a décidé récemment de dénoncer le plan social 2005, validé en son temps par Sarkozy himself, et peu importe les cinquante salariés qui n'ont pas encore été reclassés. L'éventuel repreneur est d'une discrétion de violette. On est priés de ne pas se moucher dans les rideaux et de mettre le petit doigt sur la couture du bleu de travail. C'est un peu l'étincelle qui fait déborder le vase ou la goutte d'eau qui met le feu aux poudres. C'est selon.

Mais l'arme dont disposent les salariés c'est le service des concours. Opérant dans la discrétion et le secret, obéissant à des procédures particulières, les concours de l'Éducation nationale sont imprimés, vérifiés, comptés et expédiés depuis l'usine de Choisy-le-Roi. CAPES, Agrégations, Services publics, Polytechnique, etc. autant de sujets d'entrée qui n'admettent aucun défaut et qui doivent être livrés dans le monde entier dans les délais les plus stricts, les plus confidentiels et ne doivent souffrir aucun retard. C'est en ce moment la saison. Difficile, voire impossible de se retourner. Comme le melon au mois d'août, faut pas que ça pourrisse. Un pic de charge comme ils disent. Toute cette production est actuellement retenue et ne sortira pas. Prise en otage en quelque sorte, comme nous serinent les crétins. C'est pour nous une monnaie d'échange qui doit peser dans la négociation que la direction peine à ouvrir. Et justement,, en parlant de



pourriture, c'est bien tout ce que la direction et Bercy, le ministère de tutelle, sont capables de faire jusqu'à présent. Alors on occupe. À l'ancienne, poitrine contre poitrine, CGT et CFDT, tous ensemble ouais, en attendant tous les soutiens qui peuvent venir. La municipalité PC de Choisy-le-Roi est venue avec le conseil général, une sénatrice en retraite toujours vaillante malgré ses plus de soixante-dix ans nous fournit la bouffe midi et soir pour toute la durée du conflit, qu'elle en soit ici chaleureusement remerciée même si hier ils ont oublié le pain. C'est pas bon mais c'est chaud. Dans tous les sens du terme.

Émile Vanhecke

Du balai, du balai nom de dieu !

En ouvrant l'journal en début de semaine j'ai eu grand peur ! Un vent de panique souffler sur l'Occident. Un vent de folie force 100 buffait dans les arbres. Sur le coup j'ai pensé que les Croisés avaient repris pied en terre d'absinthe et qu'ils s'étaient emparés du krak des Chevaliers. Et pis à guetter de pus près, je me rendis compte qui s'agissait putôt de la dégringolade magnifique des places boursières. Une nouvelle fois la famille Adam a joué de la main invisible. Sacré Smith va ! Toute de sieute je me connectais sur mon relevé bancaire. Heureux dénouement. Pas de thune entrante, pas de maille sortante. J'srai putôt magot dans le pied d'cauche ou ben sous le matelas. Les pauves capitalos ont du souci à s'faire pour leurs bourses mais par contre ils ne se chaufferont point la tête pour les gens qui trachent de l'ouvrage, s'moquant bien si la bourse est en décotation permanente. Tout ça pour dire que j'ai relevé quelques annonces d'emplois très révélatrices de la situation. Depis quèques années, les tafs dans la sécurité, le nettoyage, les p'tits job quoi ont la côte. Alors en v'là une permière ppéecho sur le site Anpeuche du Calvados. Une agence de nettoyage recrute des agents d'entretien dans un hôtel de Deauville. « Vous possédez impérativement un moyen de locomotion. Forte motivation et dynamisme requis. Poste urgent.» Il s'agit d'un contrat de 19 heures (du lundi au samedi). Avis aux camaros d'la Côte Fleurie. Ceux du groupe Mesrine peuvent être intéressés mais ce n'est pas au casino. autre exemple intéressant. «Vous interviendrez pour du ménage classique dans une banque du mardi au vendredi de 17h45 à 18h45 et le samedi de de 15h45 à 16h45.» Tarif : 8,52 euros à vos calculette les p'tiots. Une dernière pour la route, sûrement the best of the best. « Ouvrier nettoyeur, ouvrière nettoyeuse, expérience exigée de 2 à 3 ans. Vous nettoyerez des bureaux et une cafétéria. 3 heures hebdo le samedi de 9 heures à 12 heures Références exigées.» Tarif horaire : 8,44 euros Y'a pas à dire z'ont point d'moral ces gens là m'sieur ! Alors voici mon conseil pour les ceusses qui sont bricoleurs. Cultiver son jardin à la manière du candide de Voltaire mais aussi de façon plus terre à terre : je busoque dans men gardin m'disait le pé La touine au début des années 90 et c'est très bien ainsi. Il était heureux le bon bougre. Et la croissance de ces boulots n'a pas encore pris son rythme de croisière. Etre payé keutchi pour nettoyer les gogues des bourges, non merci. Là y'a pas à tortiller faut donner un grand coup d'balai. A vous d'en tirer les conséquences qui s'imposent. Ca urge les camaros.

Ben l'Peinard
Un prolo de la nuit.

Quand l'autruche éternue...

On the move again and again

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? J'entends Éric Woerth, ministre du budget, à propos de la grève du 24 janvier, nouvelle journée d'action **« totalement inutile. »** J'entends son collègue Santini renchérir et prétendre que désormais **« la grève ne correspond plus à rien »**, d'ailleurs **« le public ne la supporte plus. »** Les sondages ont beau dire le contraire, peu importe, la propagande bat son plein. A quand les tirs à balles réelles sur les cortèges de grévistes ?

Christine Lagarde, pour sa part, en bon ministre de l'économie d'un pays déclaré en faillite par pure commodité comptable, commente le krach boursier (qui finalement n'en fut pas un), se fend d'une analyse imparable : **« hier, le CAC a perdu 6,84 %, c'est en dessous d'une perte de 7 %. »** En voilà une qui est mûre pour le prix Nobel d'économie.

Dans un style plus poétique, la baudruche Amara présentait cette semaine son plan banlieue, ou plutôt ce qu'il en reste. **« On va ramener le beau dans les cités ! »**, osa-t-elle. Le genre de phrase qui ne coûte pas cher et fait tant plaisir au médias, pour qui, évidemment, banlieue égale laideur. Sur ces entrefaites Sarko déboule à Sartrouville et met les choses au clair : **« il faudra se lever le matin, la vie, ce n'est pas glander. »** Compris, bande de feignasses ? Le cours de morale néopétainiste s'acheva par ceci, déclaration d'anthologie : **« vous devez mériter l'effort que la société va faire pour vous. »** L'effort dont il est question, a pour le moment la couleur, et l'odeur, des cars de CRS campant au pied des tours.

Un qui ne « glande » pas, c'est le père Attali. Une fois rendu son rapport (que les meilleurs économistes estiment être la production d'un type sous delirium tremens), il a prévenu : **« ce plan devra être appliqué quelle que soit la majorité au pouvoir. »** La démocrature est en marche, l'avenir est arrêté, Attali a parlé ! Parmi les 316 propositions du dingue, j'en ai noté une qui résume assez justement l'esprit de l'ensemble : **« l'enseignement de l'économie sera rendu obligatoire dès le primaire. »** Les gamins apprendront à lire dans le supplément éco du Figaro, super, l'essentiel étant de bourrer leurs cerveaux encore malléables des valeurs capitalistiques, et de leur donner le culte de l'argent. Et qu'on ne vienne pas nous chanter le refrain de l'économie-science-comme-une-autre, ce n'est pas une science, l'économie, c'est une idéologie.

« Je n'irai pas passer l'après-midi en Inde. » Non, ce n'est pas le titre du spectacle d'Arielle Dombasle, c'est ce qu'a déclaré la Bruni aux journalistes baveux. Sarko s'en est donc allé seul, y'a trop long en avion, **« même pour la santé, ce n'est pas bon »** a précisé la gourde. Vite, une loi anti jetlag !

Un qui ne craint pas les voyages, c'est ce brave Fillon, lequel s'est rendu à Davos pour déclarer devant un parterre d'investisseurs étrangers : **« les Français on enfin compris que le travail n'est pas une aliénation, mais une valeur émancipatrice. »** Et de s'écrier, tel un animateur de fun radio en manque de crack : **« France on the move ! »** La France en mouvement. Oui. On avance, on y va ! Droit dans le mur !

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Blocage

Selon une source syndicale, les salariés de l'Imprimerie nationale de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) ont décidé de suspendre les impressions et expéditions de tous les concours « pour une durée indéterminée » pour protester contre un projet de plan social. (voir article page 4)

Manifs tendance molle

L'écho de nos militants anarchistes en France est plutôt grisâtre : à Amiens, environ 2 000 personnes (au lieu de 8 000 en novembre) dans une ambiance générale plutôt déprimante. 1 200 personnes à Privas (moins qu'en novembre), ambiance tristounette, beaucoup de flics. Tout de même 10 000 personnes à Bordeaux (mais 3 fois moins qu'en avril dernier). Faibles mobilisations à Besançon, Metz (quand même 2 000 personnes). 5 000 manifestant-e-s ont arpenté les rues de Lorient, pour un nouveau parcours, avec prises de paroles devant chaque établissement public (hôpital, lycée, ANPE, etc.). A Vannes, ce fut 2 500 salarié-e-s grévistes qui ont défilé. Plus qu'à Lorient, les lycéens et lycéennes des lycées professionnels de Vannes et Auray, qui se mobilisent depuis de nombreuses semaines contre la réforme-attaque des BEP et Bac Pro, étaient de la partie. Leur mobilisation a continué l'après-midi. Une cinquantaine a occupé l'Inspection académique du Morbihan d'où ils et elles se sont fait expulser manu militari par les forces de l'ordre. Deux ont été blessés (3 jours d'arrêt de travail) mais ont été quand même en garde à vue et vont faire l'objet d'une procédure judiciaire. 6 000 personnes ont défilé à Brest, 2 500 à Quimper, 800 à Morlaix.

Interpellation

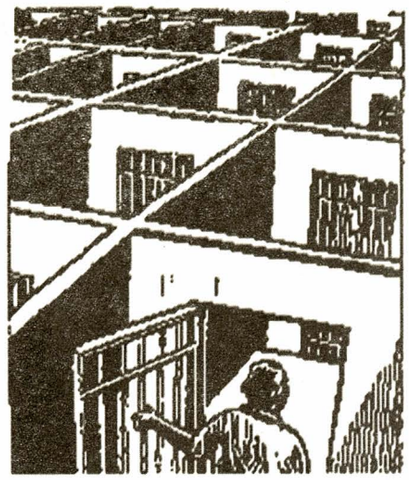
Une Française a été interpellée devant l'école de son enfant, à Dijon, et contrainte de livrer son compagnon marocain qu'elle devait épouser le 26 janvier. Son véhicule a été bloqué par deux voitures de police devant l'établissement de son fils de trois ans. Les policiers l'ont obligé à ouvrir la porte de son appartement, tandis que son compagnon a été conduit au centre de rétention, dans l'attente de son éloignement vers le Maroc

Contre les Centres de Rétention

A l'appel du RESF 33 et du Comité pour la régularisation de tous les sans-papiers, une manifestation a rassemblé plus de 300 personnes devant le Centre de rétention administrative (CRA) situé au sous-sol du commissariat central de Bordeaux.

Les quotas sont en marche

Le ministre de l'immigration, Brice Hortefeux, a annoncé la création d'un groupe de travail destiné à réfléchir à une modification constitutionnelle permettant



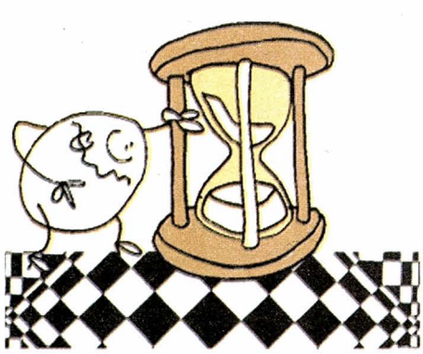
d'instaurer une politique de quotas d'immigrants. Ce groupe de travail, qui sera mis en place fin janvier et devra boucler ses travaux fin avril, sera animé par Pierre Mazeaud. L'entrée d'étrangers en France devrait donc se faire en fonction de critères professionnels et de nationalité. Les patrons qui vont être contents !

Séropos à la rue

Panafieu et Delanoë se foutent bien du logement des malades parisiens. Or, faute de disposer de revenus suffisants, près de 20 % des personnes séropositives sont dépourvues de logement individuel, notamment dans la région parisienne, où réside près de la moitié des 200 000 séropositifs français. Plusieurs milliers d'entre eux dorment dans la rue au mépris de leur santé. A Paris, seulement 15 % des 40 000 logements sociaux promis par le maire seront accessibles aux plus précaires, qui en général n'ont pour seule ressource que l'allocation adulte handicapé de 628 euros mensuels.

IVG en Espagne

La Fédération pour la planification familiale espagnole et de nombreuses organisations féministes madrilènes dénoncent une campagne d'intimidation et de persécution politiques orchestrée par les courants les plus conservateurs avec le soutien de la mairie de Madrid dirigée par le Parti Populaire, dans une campagne menée par les mouvements anti-choix. Ces organisations demandent au gouvernement et à l'ensemble des partis politique de s'engager clairement en faveur de la dépénalisation du droit à l'avortement et de faire en sorte que ce droit soit garanti pour toutes les femmes, y compris dans les établissements publics de santé. Les féministes appellent à une manifestation pour la garantie du droit à l'avortement en Espagne.



Un beau CV

Gérard Gachet, le nouveau porte parole d'Alliot-Marie à l'Intérieur nous vient de loin ! Journaleux au *Figaro* et à *Valeurs actuelles*, il a fait ses classes au PFN (extrême droite, issu de l'interdiction d'Ordre nouveau) au lycée Condorcet où : « il était très motivé par 1968, la guerre du Vietnam et la détestation du communisme » (sic). Un petit jeune qui va plaire à Hortefeux, mais beaucoup moins aux sans-papiers…

Non aux franchises

La Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés et l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante ont déposé un recours devant le Conseil d'État pour contester le principe des franchises médicales, qui porte notamment « atteinte à l'accès aux soins ».

Mauvaises nouvelles d'Irak

Selon Ali Hili, correspondant de la lutte LTGB (lesbienne trans gay et bi.) à Londres, trois transexuelles ont été assassinées, après des menaces leur demandant de changer de quartier, tandis que sept homos ont encore été enlevés, selon la technique employée par les milices irakiennes qui traquent les homos sur les lieux de chat du net. Selon Ali, ces sept personnes auraient été assassinées, il lance néanmoins un appel pour qu'ils ne soient pas oubliés…

Sans-papiers organisés

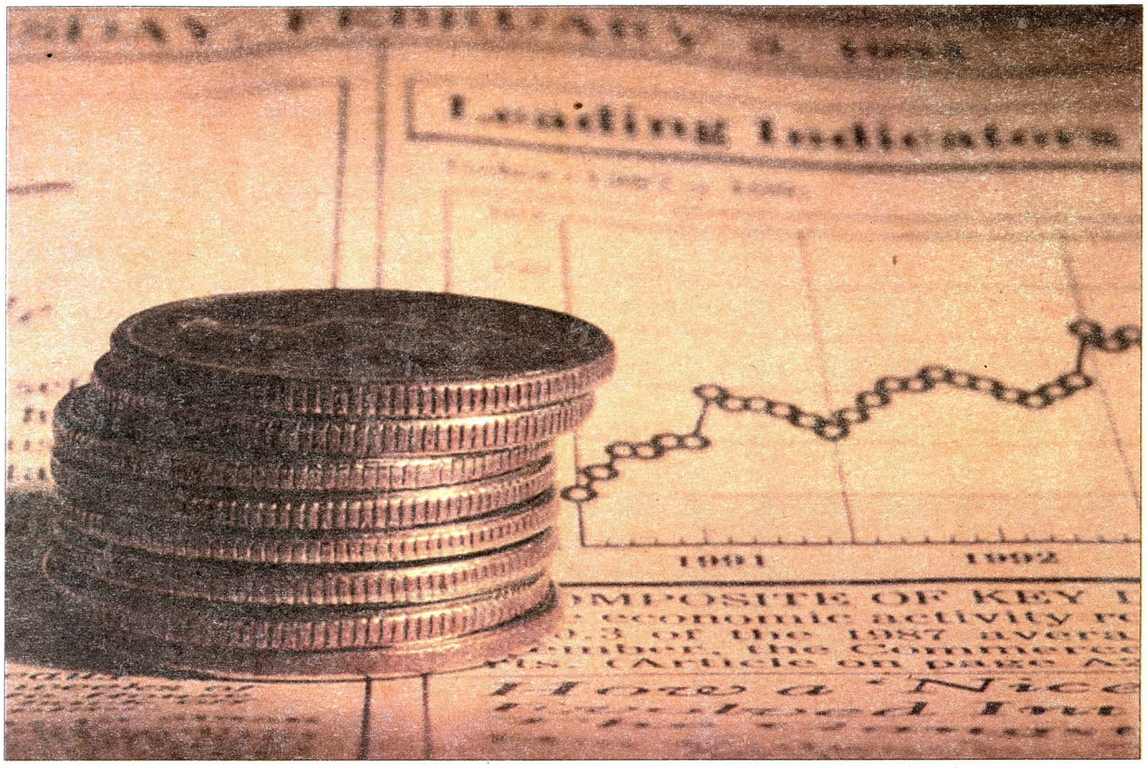
Un petit guide est disponible sur le site http://sanspapiers.winterhost.org et imprimable. Elle indique la marche à suivre en cas d'arrestation et de garde-à-vue.

Sortir du nucléaire

C'est possible ? Mais oui, la preuve nous vient d'Espagne. Le gouvernement Zapatero, après avoir parlé longtemps de « diminution » à propos de l'énergie atomique, annonce maintenant sa disparition pure et simple. Déjà, sur les huit centrales que possède le pays, la plus proche de Madrid a fermé. Les autres devraient suivre, progressivement. Cette mesure, inscrite dans le programme du PSOE, est néanmoins subordonnée aux résultats des élections qui auront lieu le 9 mars, la droite espagnole refusant de rompre avec le nucléaire. Comme sources d'énergies substitutives à l'atome, les socialistes espagnols misent sur une exploitation ambitieuse des zones de dense ensoleillement, et… l'achat massif, à la France, d'électricité issue de l'industrie nucléaire, qui en produit trop, et donc brade !

The secret of financial mountains

déflation, crise mondiale, krach...?



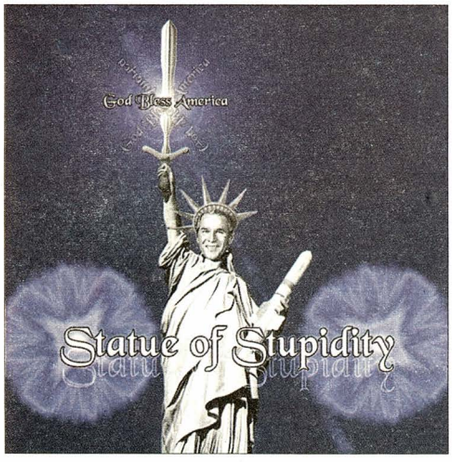
Jacques Langlois

AUJOURD'HUI SURVIENT UNE CRISE monétaire et financière dans un monde où tous les clignotants étaient au vert. Les prémices en remontent à juillet 2007 quand les prêts hypothécaires dits de subprime s'écroulèrent. C'était en quelque sorte une catastrophe annoncée dont l'origine doit tout à la rapacité des innombrables frères Dalton du capital financier d'outre-Atlantique. Les descendants des immigrants européens et des esclaves noirs communiaient dans le prétendu rêve américain : En travaillant plus, on peut gagner plus et on peut accéder à la propriété de son petit chez-soi. Le rêve est si fort que les petits Américains des classes sociales les plus déshéritées voulaient à tout prix devenir propriétaires comme signe visible d'accès à la position de petits-bourgeois. Cela produisait une profusion de ces petites maisons à l'américaine en bois, construites pour ne durer que 50 ans au maximum et alignées en rang d'oignons dans de paisibles banlieues. Il était entendu dans les codes culturels que demeurer dans les centres-villes, sauf dans les quartiers très huppés, signifiait qu'on appartenait à la caillera. Las, les salaires stagnaient depuis 20 ans et l'accès à la petite maison mais avec très grande cuisine devenait problématique.

Alors d'avides et rapaces financiers inventèrent les subprimes. C'est simple. On accorde des prêts à taux variable, ledit taux étant faible au début de l'emprunt, on s'arrange pour que l'accédant n'ait quasiment rien à payer pendant les premières années de remboursement. Ce qui signifie que l'heureux propriétaire ne paye que les intérêts et n'amortit pas le capital pendant ces années-là. En conséquence, les dernières annuités sont très lourdes. Mais l'emprunteur, dont les narines étaient toujours au ras de la merde et de la banqueroute pendant des années, avait fait le pari que ses revenus auraient augmenté entretemps et que la valeur de son bien aurait augmenté. Les Ricains, du reste, avaient inventé le prêt revolving en hommage à M. Colt. Ceci consiste à renouveler les capacités d'emprunt au fur et à mesure que le capital restant dû diminue et que la valeur immobilière du bien augmente. En 2007, l'encore futur président Tsarkowitch a proposé cette heureuse innovation pour augmenter le pouvoir d'achat des braves travailleurs français. Les génies US de la pompe à phynance, chère au père UBU, avaient tiré des chèques en blanc sur l'avenir, avaient encouragé la propension à tout claquer des Amerloques (taux d'épargne zéro et endettement à 120 % du revenu) et s'étaient manifestement moqués des conséquences perverses de cette machine à mouvement perpétuel. Il en avait résulté une belle bulle spéculative immobilière, les prix ne cessant de monter, ce qui avait poussé tout le monde à acheter dans l'espoir de consistantes plus-values. Des

Des margoulins, des escrocs, même pas Tapie dans l'ombre, plaçaient ces prêts mirifiques le plus souvent à de pauvres types éblouis par leur future promotion sociale.

margoulins, des escrocs, même pas Tapie dans l'ombre, plaçaient ces prêts mirifiques le plus souvent à de pauvres types éblouis par leur future promotion sociale. Des VRP sans scrupules, nouveaux « carpetbaggers » payés à la grosse commission, tiraient les sonnettes le soir, plaçaient leur pied dans l'entrebâillement de la porte à la façon traditionnelle des voyageurs de commerce fourguant des encyclopédies et faisaient signer un contrat. Le signataire, éberlué et souvent un peu éméché après deux ou trois verres de bourbon, poussé par son épouse qui se voyait déjà faire des bras d'honneur à ses anciens voisins, signait, parfois d'une croix. Il n'avait pas lu les petits caractères ni les annexes qui énonçaient les vraies conditions du prêt.



Le processus n'avait pas du tout été contre-carré par le génie de la FED, Alan Greenspan. Ce responsable des finances américaines (FED = Réserve fédérale) s'était au contraire frotté ses blanches mains, car cela faisait marcher le commerce et soutenait la croissance par le biais du florissant marché immobilier et le crédit revolving. Tant pis si cela créait une bulle spéculative. Les affaires marchaient et les Yankees pouvaient acheter à foison de la camelote chinoise, la Chine achetant en contrepartie des titres du Trésor américain.

Il faut savoir que les banques sont tenues d'avoir une consistante « réserve obligatoire » de fonds garantissant les crédits qu'elles consentent. Si ces réserves descendent en dessous de la norme légale, par exemple si la banque fait de grosses pertes, ce qui au passage fait aussi chuter sa capitalisation boursière (la valeur à la Bourse de l'ensemble de ses propres actions), elle est obligée de les reconstituer (on dit se refinancer). Elle le fait en empruntant des fonds auprès des autres banques ou en se couvrant auprès de la Banque centrale, à un taux qui est précisément ledit taux directeur fixé par la FED. Las, en septembre 2006, la FED augmenta son taux directeur, qui gouverne l'ensemble des taux d'intérêt, y compris celui des titres d'État, parce que les acheteurs de dollars (Japon, Chine ou les vendeurs de pétrole en dollars) commençaient à la trouver saumâtre : la valeur du dollar baissait et il était plus judicieux de placer ses réserves en euros, devise qui augmentait. Les emprunts du Trésor US à l'étranger devenaient ainsi plus juteux.

Comme les taux des emprunts des heureux propriétaires grâce aux subprimes étaient variables, ces derniers furent saisis à la gorge par des mensualités souvent doublées. De fil en aiguille, la plupart ne pouvaient plus payer, surtout en fin d'emprunt quand on amortit le principal à tout berzingue. Les prêteurs vendirent alors les maisons en brandissant les titres d'hypothèque. Du coup, le marché immobilier s'effondra, ne laissant aux emprunteurs que les yeux pour pleurer puisqu'ils ne pouvaient même pas rembourser leurs dettes. Par voie de conséquence, la valeur des créances détenues par les banques et autres organismes financiers comme les fonds spéculatifs s'effondra aussi. Pourtant les créances hypothécaires avaient été « titrisées », c'est-à-dire regroupées en gros paquets de titres vendables à la Bourse comme les actions ou les obligations. Pour cacher la merde au chat, ces paquets avaient été mélangés avec d'autres titres moins risqués, comme des blocs de pâte feuilletée dans laquelle une chatte n'aurait pas retrouvé ses petits. Ce n'était pas par hasard, tant l'imagination des requins de la finance est fertile pour rendre les choses opaques, pour empêcher tout contrôle public de leurs véritables engagements et pour dissimuler toute responsabilité.

Début 2008, la catastrophe devenait clairement visible. De grandes banques (Citigroup, Merrill Lynch) affichèrent 10 milliards de dollars de pertes au dernier trimestre 2007. La BNP était touchée, de même que la Deutsche

Pourtant les créances hypothécaires avaient été « titrisées », c'est-à-dire regroupées en gros paquets de titres . Pour cacher la merde au chat, ces paquets avaient été mélangés avec d'autres titres moins risqués, comm des blocs de pâte feuilletée dans laquelle une chatte n'aurait pas retrouvé ses petits.

Bank, et même une banque mutuelle (sic), le Crédit agricole dont la filiale Alcyan affichait 300 millions d'euros de pertes. La banque de prêts immobiliers Northern Rock, chez les Gibbies, frôlait la faillite qui aurait été assurée si la Banque d'Angleterre n'était pas venue à son secours. Et commença le processus : baisse des réserves obligatoires, impossibilité de vendre ses actions dont la valeur avait baissé de moitié, donc obligation d'emprunter. Mais à qui ? Les banques ne se prêtent plus les unes aux autres tant qu'on ne sait pas leur situation réelle et que leurs comptes n'ont pas été apurés des créances douteuses et correctement provisionnés. Elles doivent restreindre le crédit et elles rechignent donc à consentir de nouveaux prêts aux consommateurs et aux entreprises, car elles n'ont plus assez de liquidités et parce qu'elles ne veulent plus prendre autant de risques. La spirale infernale est lancée : pas de crédit et taux plus élevés signifient ralentissement de la consommation et de l'investissement, donc arrêt de la croissance. Pour éviter le krach (une déflation brutale), les banques centrales se mirent à fournir les liquidités nécessaires à l'économie. Elles prêtèrent aux banques des centaines de milliards de dollars ou d'euros ou de livres .

Les Européens n'étaient pas indemnes. Leurs banquiers avaient aussi investi dans les subprimes en les dissimulant dans des « Sicav dynamiques », lisez : pouvant rapporter gros. Même le Crédit agricole en France s'était laissé aller à ces juteuses facilités et avait beaucoup perdu. Ils ne mourraient pas tous mais tous étaient frappés. L'action salvatrice des banques centrales, aux frais des citoyens, avait permis de vérifier l'adage : les profits sont privés, les pertes sont socialisées et publiques.

Les autorités publiques, dont Mme Lagarde-Michard en France, tentèrent de rassurer. Patatras, les marchés ne suivaient pas, d'où le minikrach du 21 janvier. Car la confiance a disparu. Comment en effet ne pas craindre l'avenir quand on risque d'être saisi ou de voir la valeur de son bien chuter, ce qui tue le crédit revolving et force à l'épargne, laquelle est à zéro en % du PNB chez les GI. C'est fait ; le marché immobilier US a déjà chu de 20 à 30 %. Comment faire confiance à des banquiers, des fonds d'investissement, des assureurs qui vous fourguaient des titres pourris, souvent en le sachant comme dans l'affaire Enron ? Et, ô miracle de la psychologie des foules grégaires, la théorie new-look des « anticipations rationnelles » s'est vérifiée. Quand les autorités prennent une décision, les gens se doutent qu'il y a magouille sous roche et prennent les devants pour contrecarrer les effets de ladite décision. Ainsi, l'annonce de Bushman d'injecter 140 milliards de dollars dans l'économie pour restaurer la consommation a eu l'effet inverse. Et l'histoire continue ; le 22 janvier, la FED abaissait de 0,75 point son taux directeur, ce qui le porte à 3,50 %, soit moins que celui de l'inflation US à 4,1 en 2007 ! Certes, ça allège le coût des emprunts… mais aussi le revenu des emprunts d'État pour les pays acheteurs desdits emprunts. Vont-ils continuer à en souscrire alors que les USA vivent eux-mêmes à crédit revolving en pompant les liquidités mondiales au détriment des pays qui en auraient besoin pour investir ? Les Bourses ne se sont redressées que très momentanément suite à cette deuxième mesure de la FED. Affaire à suivre…

Comment faire confiance à des banquiers, des fonds d'investissement, des assureurs qui vous fourguaient des titres pourris, souvent en le sachant comme dans l'affaire Enron ?

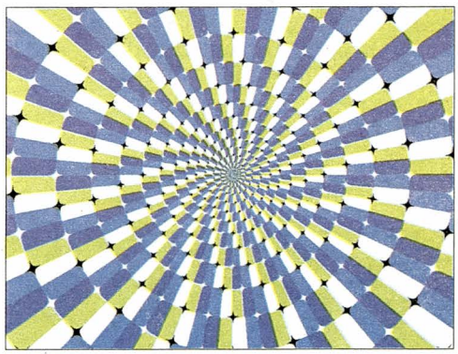
On appelle même au secours les fonds dits souverains, c'est-à-dire les immenses capitaux détenus par certains États comme la Chine ou les Émirats arabes qui envisagent une bonne affaire à long terme car ils rachèteraient des banques ayant déjà perdu la moitié de leur « capitalisation boursière ». Ces États y sont aussi tenus car si l'économie américaine s'effondrait, si la valeur du dollar chutait, ils ne pourraient plus vendre leur camelote aux Ricains ou leurs réserves en dollars se transformeraient en roupies de sansonnet. Ce qui ferait augmenter les restrictions de crédit car la masse monétaire en circulation deviendrait insuffisante.

On en est maintenant aux plus grandes craintes sur la croissance mondiale. En effet, si les USA n'achètent plus, les exportateurs européens, chinois, etc. ne vendront plus. Or les USA font plus de 25 % des importations mondiales. D'où récession, chômage, course aux clients par baisse des prix et dumping, hausse des taux d'intérêt pour couverture des risques, et tout le cycle de la déflation. Bien chers frères, prions ! Les prions nous attaquent.

Le lecteur aura aussi compris pourquoi les incitations gouvernementales vers les retraites par capitalisation, les assurances-vie individuelles conduisent à encore plus de financiarisation, donc à encore plus de risques.

Le lecteur peut se demander pourquoi un système financier mondial aussi désastreux perdure. Élémentaire, mon cher Watson. C'est que beaucoup de salopards individualistes et avides y ont intérêt. En vrac, nous avons les banquiers et les assureurs qui placent des titres et des assurances-vie avec de belles commissions ou profits ; nous avons les agences de notation qui risqueraient de perdre des clients (aux USA, elles ont le droit de conseiller les entreprises !) ; les fonds d'investissement, les bourses et courtiers en Bourse, les fonds de pension qui doivent faire le maximum de plus-values pour servir les retraites ; les multinationales qui peuvent racheter les firmes concurrentes avec leurs propres actions dans les OPA ou OPE ; les manageurs qui touchent des plus-values sur leurs stock options ; les politiciens qui sont financés par ceux qui précèdent dans cette liste ; les lobbys qui défendent tous les intérêts de leurs mandants ; les journaleux libéraux qui tirent notoriété (et fonctions de conseils) de leurs articles à la gloire de la finance ; les boîtes de conseil en management qui vivent des commandes des manageurs, etc.

Le lecteur aura aussi compris pourquoi les incitations gouvernementales vers les retraites par capitalisation, les compléments de salaire par distribution de titres et plans d'épargne d'entreprises, les dégrèvements fiscaux pour les PEA, la baisse de la taxation des plus-values et des revenus financiers, les assurances-vie individuelles conduisent à encore plus de financiarisation, donc à encore plus de risques pour les salariés. Et le pire c'est que voter à droite ou à gauche n'y change rigoureusement rien. J.-L



Quand les bâtisseurs jouent les casseurs

Le 9 janvier 2008, la S.A. Bruxelles Midi, société mixte à capital régional, se prétendant indûment propriétaire auprès de la société publique Vivaqua d'un immeuble dans l'ancien quartier populaire St-Gilles en voie de « gentryfication » accélérée, avait demandé à celle-ci de déconnecter cet immeuble, encore habité, du réseau d'eau potable. À la suite de l'intervention du propriétaire en titre, cette voie de fait avait pu être empêchée. Cependant, le 14 janvier, les locataires étaient avisés par huissier du transfert de propriété à la Région de Bruxelles qui venait enfin de payer avec retard les indemnités d'expropriation au propriétaire. Le lendemain, des locataires en cours de déménagement constataient que la porte de rue avait été défoncée et une pièce saccagée. Celle-ci, un atelier dont la Revue Agone disposait en location avec un bureau, avait été préparée pour une conférence de presse qui devait se tenir le même jour intitulée: « Les Éditions Agone contraintes de quitter le Quartier Midi ». Les livres exposés avaient été jetés au sol et recouverts de gravas.

Les casseurs ont déclaré travailler pour la firme De Meuter et que « l'ordre » de défoncer la porte avait été donné par la SA Bruxelles Midi. Les locataires ont alors porté plainte. Ils considéraient qu'il s'agissait là d'une expédition punitive — l'un d'eux n'avait-il pas mis à disposition son atelier pour les réunions du Comité du Quartier Midi[1] et pour la Semaine du Quartier Midi! — et d'une violation grave du droit à la vie privée reconnu par la Convention Européenne des Droits de l'Homme. En effet, les lieux étaient occupés légalement et aucune procédure, ni à l'amiable, ni juridique, n'avait été engagée par la Région en vue de fixer une date de départ pour les locataires. La Région n'avait, à aucun moment, pris contact avec les locataires et le jugement d'expropriation ne comportait aucune date obligatoire de départ. Quoi qu'il en soit, en Belgique comme en France, un propriétaire n'est pas autorisé à forcer la porte de la maison de ses locataires et à se livrer à des actes de vandalisme, fût-il public, ce qui constitue une circonstance particulièrement aggravante. Les locataires possédaient encore des biens dans l'immeuble, biens mis en danger par la démolition de la porte d'entrée et les actes de vandalisme commis.

Comme de juste, les responsables de l'opération s'empressèrent de masquer leur forfait par des déclarations mensongères à la presse. Contrairement à leurs assertions, aucun locataire n'avait été « relogé dans le centre de St Gilles »: les locataires qui avaient déménagé s'étaient relogés tout seuls. Et aucune proposition n'avait été refusée puisque aucune ne leur avait été faite. En outre, le rédacteur en chef de la revue *Agone* n'occupait pas illégalement le bâtiment, puisqu'il était titulaire d'un bail en bonne et due forme et bien que non résident, bénéficie de la citoyenneté européenne l'autorisant à séjourner pour des périodes de trois mois en Belgique.

Dans un précédent communiqué, les locataires avaient réclamé que la secrétaire exécutive de Bruxelles Midi SA soit démise de ses fonctions pour avoir demandé la coupure d'eau en usurpant le titre de propriétaire à des fins d'intimidation. Ils exigèrent cette fois-ci que le président de cette société, qui avait déjà couvert cette usurpation, soit lui aussi immédiatement démis de toutes ses fonctions. En vain.

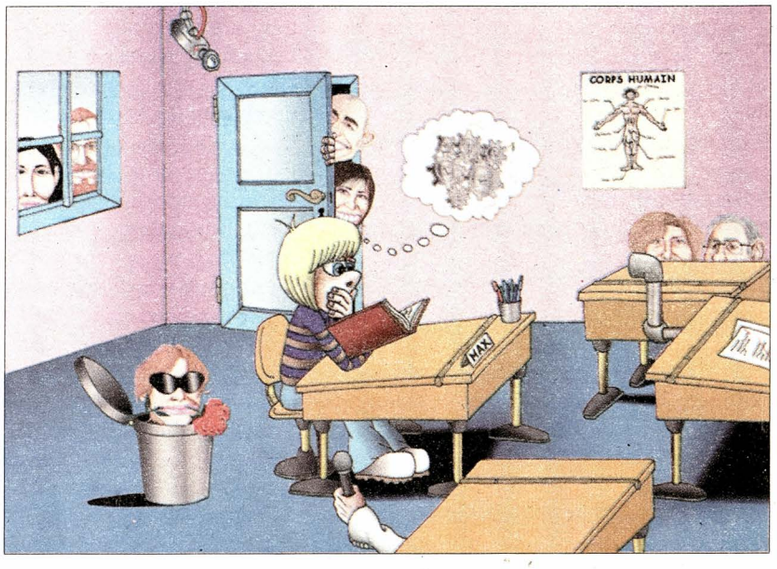
Il faut dire que le patron de cette société occupe aussi le poste de Directeur de l'urbanisme à la Région de Bruxelles Capitale. Peu importe, dès lors, que les agissements de sociétés qu'il préside foulent au pied les droits fondamentaux des locataires et des petits propriétaires du Quartier Midi, et contreviennent même à la loi. Ces pratiques, dénoncées comme « indignes de pouvoirs publics » par les locataires dans un communiqué de protestation sont parfaitement en phase avec la finalité à laquelle obéit le nouveau plan d'expropriation des îlots que les élus de la Région de Bruxelles s'apprêtent à adopter: parachever le nettoyage social d'un quartier trop bien situé dans la capitale de l'Europe du capital pour être habité plus longtemps par le vil peuple.

Jean-Pierre Garnier

1.- Site du comité de quartier: www.quartier-midi.be

Dans la série « Les réformes néo-libérales »...

Le Bac Pro à la casse !



Sigrid

Après avoir pris la décision de supprimer 11 300 postes d'enseignants, dès la rentrée prochaine, le gouvernement dévoile maintenant progressivement son mode opératoire. Et c'est par les réformes au sein de l'enseignement professionnel concernant majoritairement les élèves des milieux populaires, qu'il décide de déclencher les « festivités ». La démarche de l'État de se désengager financièrement de cette voie d'enseignement, en l'abandonnant aux entreprises et au « puissant marché », est déjà entamée depuis plusieurs années, cependant, la prochaine contre-réforme qui vise à généraliser le baccalauréat professionnel en trois ans au lieu de quatre aura un impact fortement néfaste pour les élèves les plus en difficulté.

L'enseignement professionnel à la casse:

La sphère scolaire est longtemps restée éloignée, voire isolée, de l'apprentissage des savoir-faire techniques et professionnels. Néanmoins, grâce à la combinaison de forces progressistes et à diverses initiatives des pouvoirs publics elle s'est imposée dans ce domaine et en assure aujourd'hui l'essentiel des formations : 700 000 jeunes bénéficient de l'enseignement professionnel sous statut scolaire, soit un tiers de la population concernée. Néanmoins, même si l'institution française a crée des structures favorisant des « passerelles » entre les divers ordres scolaires existants, il n'en reste pas moins que la sphère des savoirs concrets et celle des savoirs abstraits conservent une forme d'étanchéité : Peu d'élèves issus de filières professionnelles accèdent à un baccalauréat technologique, quasiment aucun à un baccalauréat général, et ce taux d'accès diminue à mesure que le diplôme s'élève. De manière encore plus prégnante, il est d'usage dans l'opinion d'opposer savoirs concrets et savoirs abstraits en considérant le savoir abstrait comme « l'intelligence » qui relève de l'excellence scolaire et académique, et le savoir concret comme simple « instrument » permettant l'accès au marché du travail. Nombreux sont les hommes politiques qui s'installent en défenseurs de « l'intelligence de la main » comme si cette forme d'intelligence était disjointe de celle du cerveau. La formation professionnelle initiale est aussi l'objet d'un profond désintérêt de la part de l'opinion ; autour des jeunes, pourtant nombreux issus de ces filières (30 % des élèves), le silence est déroutant, sauf quand il s'agit de les stigmatiser comme récemment à Brest, où un projectile jeté par l'un d'eux aurait « sauvagement saccagé la vitre d'un bus de la ville !

La formation initiale professionnelle et son projet politique de promotion sociale des travailleurs manuels sont réduits aux seuls apprentissages professionnels, pensés comme simple outil nécessaire d'accès à l'emploi.

À l'instar de sa volonté de démolition du service public de santé, du code du travail, des principes collectifs de solidarité en tout genre, la stratégie du gouvernement est toujours identique : Un important désengagement financier de l'État fragilise et dégrade de façon prégnante le secteur concerné, ce qui implique des difficultés de tous ordres; les avertissements et réclamations des personnels, directement confrontés aux effets de ces restrictions budgétaires, sont alors volontairement placés sous silence, méprisés et parfois présentés comme une peur face aux changements sociétaux; jusqu'à ce qu'un fait divers inéluctable, fortement relayé par les médias, fasse diversion et apitoie la population. C'est

alors qu'un ministre Zorro sort son épée et, téméraire parmi les plus courageux, annonce son plan de « revalorisation » ou de « rénovation » du secteur concerné.

Sous prétexte d'une baisse démographique débutée il y a environ six ans, les fermetures autoritaires de sections d'enseignement professionnel n'ont fait que s'amplifier au fil des années : 10 lycées professionnels ont fermé chaque année depuis 2001, soit une cinquantaine environ ! Pourtant les demandes de suivre ce type de cursus n'ont pas diminué. Pourquoi ? Contrairement à ce que veulent nous faire croire les médias, l'orientation des élèves en CAP ou BEP se fait majoritairement par l'échec, seul un infime pourcentage choisit ce cursus par réelle conviction. D'autre part, l'accroissement des difficultés sociales des parents, le chômage, les classes surchargées favorisent les inégalités sociales et culturelles au sein même de l'école, et laissent encore plus d'écoliers seuls face à leur échec. L'enseignement professionnel, tel qu'il recrute aujourd'hui, ne subit donc absolument pas la présumée baisse démographique.

Par ailleurs, le coût des machines et outils liés à l'apprentissage d'une matière professionnelle implique qu'un élève engagé dans cette voie coûte plus cher qu'un élève de seconde générale. Pour réduire les dépenses d'éducation, il est donc « logique » pour ce gouvernement d'abandonner à l'apprentissage privé ces élèves dont 80 % sont issus de milieux défavorisés : d'où des résultats largement inférieurs aux examens et en terme de poursuite d'études que dans les lycées professionnels publics ; de plus, ces élèves constituent une main d'œuvre corvéable et bon marché. À l'évidence, la logique budgétaire prime une fois de plus sur l'avenir et la réussite des élèves. Le financement public d'un élève en école préparatoire engage pourtant, lui aussi, une prise en charge financière plus importante pour la collectivité que celui d'un élève en Fac. Or, dans ce cas précis, il n'y a pas de remise en cause. Sans doute ne faut-il pas « fâcher » les familles aisées, amies ou alliées, d'où provient la grande majorité (85 pour cent) des élèves de prépa.

Ainsi, par son choix délibéré de se désengager financièrement de l'enseignement professionnel, le gouvernement a réalisé d'abondantes économies ; il a réduit le nombre d'enseignants à rémunérer, restreint l'achat ou la maintenance du matériel et des outils pour la formation, et fermé l'équivalent de 50 lycées professionnels. Or, ces économies substantielles se sont réalisées sur le dos des populations les plus démunies et les plus en difficulté ; et tout cela dans une nébulosité totale et en toute impunité.

Malgré l'hypocrite indignation du ministre de l'Éducation Nationale devant les difficultés scolaires des élèves (suspectant insidieusement le travail des enseignants), c'est bien une orientation patronale que choisit l'État aujourd'hui.

Le Bac. Pro. en trois ans au lieu de quatre :

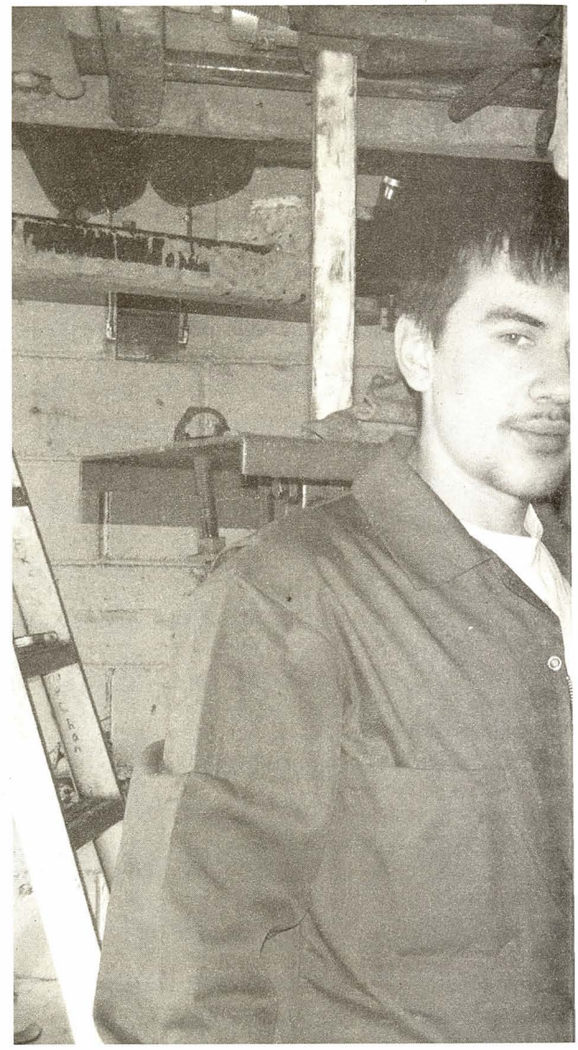
Fin octobre, suite à une circulaire de la DGESCO (Direction générale de l'enseignement scolaire) relative au « plan de revalorisation et de rénovation de l'enseignement professionnel » (vil euphémisme contradictoire avec la réalité à venir), le ministre de l'Education nationale Darcos a envoyé une « note » à tous les recteurs leur demandant de développer le baccalauréat professionnel en trois ans au lieu de quatre à l'heure actuelle. Cela permettra de supprimer 25 % des effectifs enseignants de cette voie.

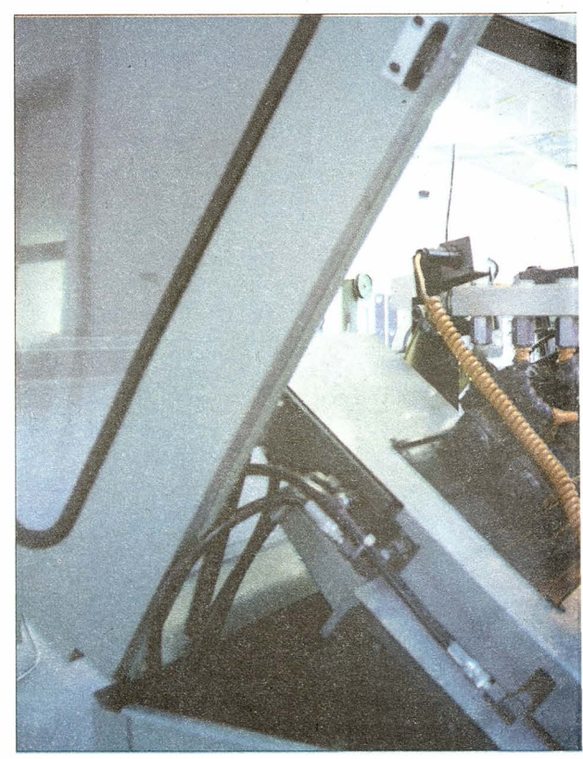
Le baccalauréat professionnel a été créé en 1985 dans un contexte où seulement 30 % d'une classe d'âge obtenait alors un baccalauréat. Il s'acquiert après quatre années de cursus scolaire en lycée professionnel (2 ans pour obtenir un BEP puis 2 ans pour le Bac). La création de ce diplôme a participé activement à approcher l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au Bac, objectif proclamé à la même époque par Chevènement, alors ministre de l'Education nationale. En 2006, alors que la proportion de bacheliers d'une même génération était de 64 %, ils étaient 84 % en lycées professionnels toutes sections confondues à l'obtenir. Le bilan de ce cursus est donc plutôt favorable.

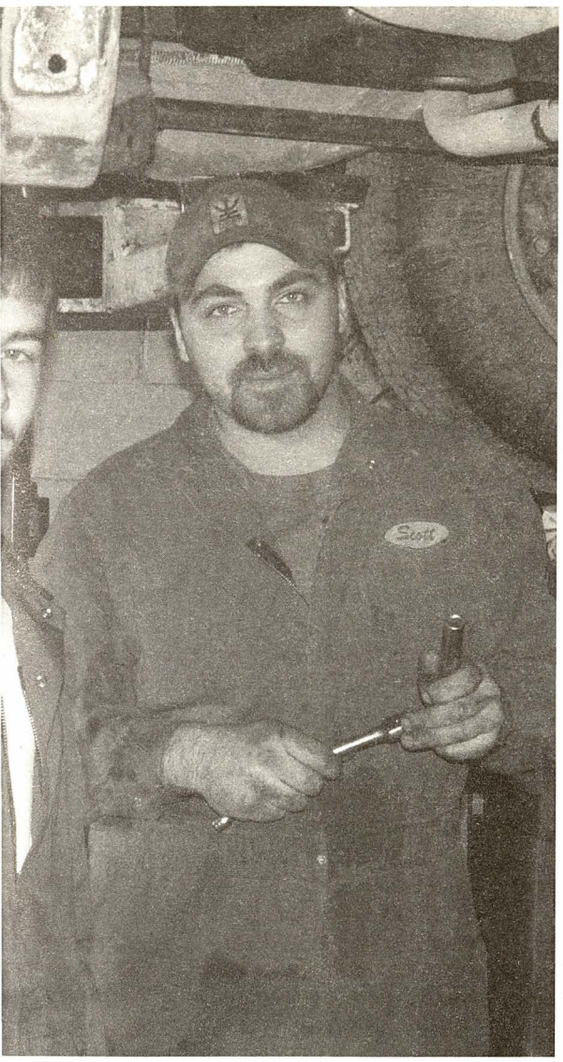
Ces résultats sont toutefois à relativiser : Les élèves qui s'orientent vers la voie professionnelle, nous l'avons évoqué, le font surtout par défaut et non par choix réel car souvent le cumul de leurs années d'échec scolaire leur a fait préférer un cursus court : BEP ou CAP en deux ans. Mais très vite, grâce à des méthodes plus adaptées et revalorisés par leurs résultats, nombreux sont ceux qui éprouvent le désir de poursuivre leur scolarité vers le baccalauréat professionnel ou technique. Seuls 40 % d'entre eux pourront le préparer car l'offre de formation en baccalauréat professionnel est insuffisante. Ainsi, faute de solution, beaucoup de ceux qui refusent de retourner en filières traditionnelles ou n'ont pas un dossier assez « acceptable », abandonnent leur scolarité dés la fin du BEP.

Le bilan de l'enseignement professionnel est par conséquent aujourd'hui très mitigé du fait de ces élèves qui quittent encore trop précocement l'école, mais aussi parce qu'on n'est pas parvenu a réduire la trop grande dissimilitude entre les savoirs théoriques et les savoirs pratiques

La contre-réforme du gouvernement, qui débutera dés la rentrée 2007-2008 va participer à briser tous les efforts amorcés pour ces élèves depuis des décennies. Par la généralisation du baccalauréat professionnel en trois ans, le gouvernement va supprimer la formation en deux ans du BEP. En fin de troisième, les élèves auront donc le choix entre un bac général, un bac technique ou un bac professionnel (c'est d'ailleurs sûrement la mise en concurrence annoncée de la filière professionnelle et de la filière technique). S'ils ne sont







pas assez « solides » un CAP leur sera proposé. Au regard de notre exposé, nous pouvons aisément supposer qu'une majorité d'entre eux préféreront la voie scolaire la plus courte. Or, un CAP et un baccalauréat n'ont pas la même valeur sur un marché du travail de plus en plus concurrentiel et, de surcroît, les contenus et le temps d'enseignement sont radicalement différents. Deux années d'apprentissage d'histoire, du droit, du français ou encore des mathématiques les séparent, impliquant de fait que les bacheliers pourront mieux développer leur entendement et leur sens critique.

Comment ce gouvernement et sa cour de valets experts en communication réussissent-ils à ce que de telles réformes réactionnaires se mettent en place ? En plus de la collaboration des médias, des arguments démagogiques sont avancés du style : « l'attractivité de la voie professionnelle connaît deux handicaps : la coexistence de deux diplômes de niveau V, le CAP et le BEP, aux intitulés et aux contenus souvent proches, et la durée de parcours conduisant au baccalauréat professionnel, qui est de quatre ans au lieu de trois dans les voies générales ». Ces inepties figurent dans le préambule de Darcos à sa « note » aux recteurs du 29 octobre 2007. Ineptie car si l'enseignement professionnel connaît des « handicaps », comme il le souligne, ils ne se situent certainement pas sur ces points. Ineptie encore, car si le CAP et le BEP peuvent avoir des intitulés qui se confondent, leurs contenus sont néanmoins, nous l'avons évoqué, différents et surtout leurs publics ne sont pas les mêmes. Le public relevant des CAP présente généralement des difficultés scolaires beaucoup plus importantes et mérite un temps d'apprentissage beaucoup plus long. Quant à la durée de parcours conduisant au baccalauréat, qui serait inacceptable car différente selon les baccalauréats, rappelons une fois de plus que les élèves orientés en lycées professionnels cumulent des années d'échec scolaire et ont donc besoin, pour accéder au baccalauréat, d'un temps d'apprentissage plus long que des élèves qui ont suivi un cursus sans obstacle. Comme le souligne le sociologue Saïd Bouamama lorsqu'il analyse le rapport au savoir des élèves de milieux populaires « traiter en égaux des inégaux est sans doute une des pires inégalités ». Or, cette fameuse « égalité » (égalité des chances etc.), que l'on nous ressasse sans cesse à longueur de discours politiques est l'argument principal des sous fifres du gouvernement qui le distillent à longueur d'ondes médiatiques pour justifier toutes leurs contre-réformes. Ce type de dévoiement de langage qui participe à brouiller la raison d'une population entière, Éric Hazan le nomme « essorage sémantique » dans son livre LQR *La propagande au quotidien*. Dans sa fameuse « note » aux recteurs, Darcos évoque une expérimentation relative à la mise en place du baccalauréat professionnel en trois ans de 2001 à 2007 : « elle [cette expérimentation] a montré tout l'intérêt pour les élèves de pouvoir réduire la durée de leur formation sans diminuer ni la qualité de celle-ci ni la valeur du diplôme obtenu ». Signalons d'emblée que cette expérimentation, réalisée par un inspecteur général de l'Education National, D. Prat, ne concernait en fait que très peu d'élèves (environ 10000) qui, de surcroît, étaient sélectionnés et triés en fonction de leurs aptitudes et de leurs résultats scolaires. Le bilan de cette expérimentation, publiée et consultable sur Internet, stipule par ailleurs qu'une des conditions de réussite est « le maintien des sections de BEP pour tous ceux, les plus nombreux, qui ne relèvent pas du parcours dérogatoire [...] une grande majorité des élèves ne peut pas suivre un bac pro en 3 ans ». La conclusion de ce rapport précise enfin qu'en aucun cas le baccalauréat professionnel en trois ans ne doit se substituer au baccalauréat professionnel en quatre ans. S'appuyer sur cette expérimentation en occultant voire dissimulant les résultats et les conclusions du rapport qui en découle, relève de l'imposture intellectuelle.

En toute logique, les résultats de cette expérimentation étaient prévisibles. Comment conserver les contenus, la qualité et la valeur d'une formation en réduisant sa durée d'un quart et en ne remédiant pas aux difficultés du public concerné ?

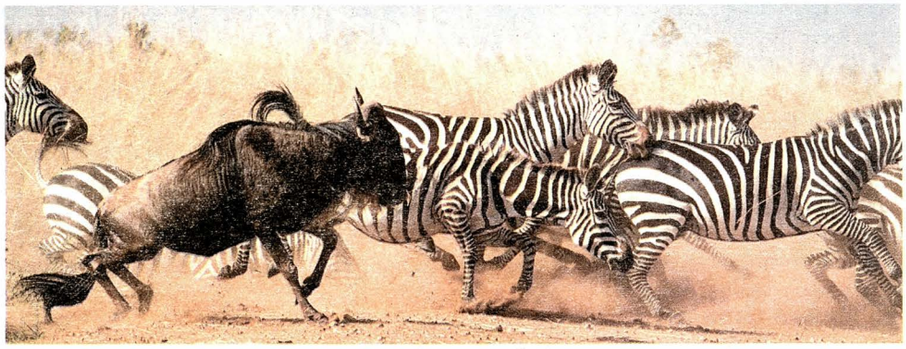
Ce nouveau dispositif, malgré l'avis négatif émanant de l'inspection générale en 2005 et un autre avis tout aussi critique inscrit dans le bilan statistique de l'Education Nationale, se veut effectif dès la rentrée 2007 pour une grande part des filières professionnelles (50 % dans les filières tertiaires). Aucune concertation préalable avec les organisations représentatives des personnels, ni avec les régions, ni d'ailleurs avec le conseil supérieur de l'éducation. Les contenus de formations, les grilles horaires, et les programmes ne sont, encore aujourd'hui, pas définis. Si les BEP sont supprimés, il y a fort à parier que le nombre d'élèves risquant de quitter le système éducatif sans qualification va progressivement s'accroître faute de solution.

Ce dispositif assumé par un ministère se prétendant public trahit une approche de la formation professionnelle comptable et cynique. Il fait fi des élèves les plus fragilisés et les plus démunis qui, en masse et dans le silence assourdissant des médias, ont manifesté et fermement exprimé leur désaccord à Brest, Bordeaux, Toulouse, Caen ou Montpellier. A Bordeaux, la lutte a payé car le recteur a gelé toutes les suppressions de sections BEP qu'il avait programmées.

Seule une prise de conscience du caractère discriminant, réactionnaire et antisocial de cette contre-réforme peut entraîner la mobilisation massive qui lui est nécessaire. Face aux impostures argumentatives du gouvernement, il est indispensable soutenir les luttes et de diffuser les analyses critiques afin que la décision du bac pro en trois ans soit révoquée. S.

Safari électoral au Kenya

la colère des miséreux déchire la carte postale



Les images de cartes postales sont parfois trompeuses. Prenons par exemple les représentations qui prévalaient pour le Kenya jusqu'à la fin de l'année 2007.

Voilà un pays qui nous était couramment présenté comme étant le modèle du continent noir ou peu s'en faut. Défilent alors sous nos yeux des coureurs à pied raflant la majorité des médailles dans les compétitions d'athlétisme, des safaris prisés par des friqués désireux de se procurer des émotions censées être fortes, la concorde générale entre ses habitants, le tout sous l'œil bienveillant du majestueux Mont Kenya. Or, d'un seul coup, c'est-à-dire depuis que le résultat des élections présidentielles du 27 décembre 2007 a été proclamé, tous ces clichés viennent de voler en éclats. Le trucage du vote a fait sauter le couvercle d'une marmite dans laquelle cuisaient à feu vif les ingrédients de la discorde, mais çà, les cartes postales n'en disaient rien. Visitons donc la face cachée du Kenya. Plus de 60 pour cent de la population de la capitale vit dans des bidonvilles, et le pays est classé en dixième position sur la liste mondiale des pays qui présentent les écarts les plus importants en terme de richesses. En Afrique même il loupe de peu le podium, mais son cinquième rang sur 54 concurrents lui vaudrait pourtant un bel accessit, non? Les classes les plus riches gagnent 56 fois plus que les populations les plus pauvres. Les 10 % les mieux pourvus de la population captent 42 % des richesses du pays, tandis que les 10 % les plus pauvres se contentent des 0,79 % traînant au fond du chaudron.

Mais la déesse des inégalités n'est pas chienne. Les écarts de revenus et de patrimoine sont monstrueux? Alors autant appliquer le même traitement pour l'accès à l'éducation, l'eau et la santé. Conséquence de tout cela, l'espérance de vie (avec le large impact généré par le VIH/SIDA) présente d'énormes disparités en fonction de la position sociale occupée par les uns et les autres, et/ou des différentes régions où vivent les populations considérées. Ainsi, un individu né dans la province de Nyanza (ouest) base de soutien de l'ODM (la coalition qui s'oppose au pouvoir) peut s'attendre à mourir seize ans plus tôt qu'un de ses compatriotes de la province centrale, fief du très controversé président Mwai Kikaki.

Si le sort d'une majorité de la population est fort peu enviable, celui des femmes qui habitent certaines régions l'est encore moins. L'exemple de la province du Nord-Est est parfaitement représentatif de cette situation, puisque plus de neuf femmes sur dix vivant dans cette contrée n'ont reçu aucune éducation, et le fait qu'elles sont moins de trois pour cent à subir ce type de discrimination dans la province centrale n'est qu'une bien piètre consolation.

Le Kenya a accédé à l'indépendance en décembre 1963 et le leader de la KANU (coalition qui regroupait la majorité des indépendantistes) Jomo Kenyatta fut élu président. Mais cet acte fondateur occulte les dissensions qui fracturèrent au préalable la KANU, car en 1961, Ronald Ngala et Daniel Arap Moi firent scission, entraînant dans leur sillage les ethnies minoritaires opposées à la domination des Kikuyu. L'ancienne puissance coloniale, pour asseoir sa domination, avait largement utilisé une carte terrible, celle qui consiste à créer puis exacerber des rivalités inter ethniques. Les nouveaux maîtres du pouvoir, loin de se débarrasser des sinistres pratiques pratiquées par la Couronne, les perpétuèrent. Le pouvoir africain séduisit la « communauté internationale » en ce sens qu'il se montra modéré, pro-occidental et joua le rôle de l'élève modèle dans l'application des recettes socio-économiques conseillées ou prescrites par le monde capitaliste. En apparence tout était parfait. Las, si la stabilité politique attira les investissements étrangers, dans l'industrie du tourisme en particulier, la KANU devenue parti unique en 1969, orchestra la redistribution des terres rachetées aux Européens selon des critères tribaux, et favorisa les Kikuyu. La mort de Kenyatta en 1978 et l'arrivée au pouvoir de son ex vice-président, Daniel Arap Moi (un Kalenjin) donna un coup d'arrêt brutal à l'emprise classique de l'ethnie Kikuyu sur les organes du pouvoir et à l'accaparement des richesses du pays par une élite issue de ses rangs. Arap Moi n'avait pas d'autres recettes à proposer que celles de son prédécesseur. La remise en selle des groupes Kalenjin ou Luo n'était que la figure inversée du régime précédent avec la poursuite des mêmes objectifs, mais pour le compte de leur propre clientèle cette fois-ci. Ce changement en trompe l'œil eut pour conséquence le déclenchement de violents affrontements intercommunautaires, accompagnés d'attaques et d'exactions (en 1997 et 1998) contre les Kikuyu et les Kamba. En 2002, Munai Kibaki, un Kikuyu, remporta le scrutin présidentiel, et la NARC (parti d'opposition) rafla la mise aux législatives. Cahin-caha, cette cohabitation entre ces « adversaires du jour ennemis d'hier », parvint néanmoins à atteindre décembre 2007 et ces fichues élections qui, peu ou prou, viennent de faire ressurgir l'hideux spectre d'une guerre civile larvée et de basse intensité.

Mais, contrairement aux apparences et aux pseudo analyses qu'en font les médias, le facteur tribal ne joue qu'un rôle secondaire dans les événements meurtriers qui ont accompagné l'annonce des résultats issus d'élections dont le trucage est avéré. Le Kenya pratique un capitalisme « chimiquement » pur, à oser l'expression, un capitalisme qui n'offre d'autres perspectives qu'une compétition féroce pour la survie — cela vaut pour la majorité de la population — et une concurrence frénétique pour la minorité qui vise à l'accaparement des richesses et du pouvoir.

Quand les jeunes Luo des bidonvilles de Nairobi se révoltent, les pillages auxquels ils se livrent ne font que traduire leur désespérance la plus absolue. Oui le Kenya est une poudrière, mais qui sont les fabricants d'explosifs et les artificiers, sinon les Kibaki, Odinga et consorts? Ces sinistres individus sont coupables de deux crimes, premièrement pour avoir délibérément favorisé un creusement inouï des inégalités, deuxièmement parce qu'ils désignent quasi ouvertement d'autres communautés que la leur comme étant responsables des conséquences de leurs propres agissements.

Soledad Rincon

Campanie: une décharge politique

Ordures et bonnes affaires

Barbara Cibille

Ils sont préoccupés, et comment qu'ils sont préoccupés! Nous ne sommes pas ici face aux coups d'épaule, tous médiatiques, de Berlusconi et de ses sept, huit, dix... millions de signatures destinées à faire tomber le gouvernement. Ici, le problème est réel: il s'agit de garder le pouvoir dans une région-clé comme l'est la Campanie, gouvernée depuis plus de dix ans par le centre gauche qui risque de s'écrouler misérablement face à l'urgence-déchets. Prodi est préoccupé, non par les conséquences sanitaires possibles sur la population de la Campanie, mais parce que «tout le monde nous regarde et je ne veux pas que l'Italie donne d'elle même cette image négative». Il s'agit donc d'une question d'image. Napolitano (l'actuel président de la République), qui connaît bien cette histoire, est également préoccupé non parce qu'il est né à Naples, mais parce qu'en tant que ministre de l'Intérieur (du gouvernement Prodi 1: mai 1996, octobre 1998) il est responsable de l'ordonnance du 31 mars 1998 qui marquait le début de la solution face à l'urgence des déchets, et qui a ouvert la voie au désastre de ces derniers jours. Sur la base de cette ordonnance, la solution, imaginée par le ministre de l'environnement d'alors, Ronchi, un vert ex-«démoprolétaire» ayant successivement transité par le DS[1] et maintenant le PD[2], en collaboration avec le pouvoir local représenté par le vice-président de la Région d'alors, Rastrelli (politicien ayant adhéré successivement au Movimento Sociale Italiano puis à Alleanza Nazionale, partis d'extrême droite), prévoyait le lancement du tri sélectif, la production de CDR (combustible dérivé des déchets) et la construction d'incinérateurs où brûler celles qui furent qualifiées d'«eco-balles[3]». Ronchi essaya d'appliquer ce qu'il définissait comme étant son décret sur les déchets, c'est-à-dire le circuit qui commençait par le tri sélectif et se terminait par l'incinération. Le «plan déchets» sur la Campanie fut mis en route par l'administration de gauche et, en particulier, par le gouverneur Bassolino. Ce n'est peut-être pas par hasard si la société qui gagna l'appel d'offre fut la Impregilo, alors contrôlée par les frères Romiti, qui entretenait de très bons rapports avec la gauche de l'Ulivo. La Impregilo, en utilisant une technologie allemande et grâce à une offre au rabais, s'assura de la construction des établissements pour le CDR et des deux incinérateurs prévus. En quelques années ce furent sept établissements qui furent construits pour la production des «eco-balles-CDR». La solution d'implantation d'établissements étant sans commune mesure avec le développement du tri sélectif qui, à Naples comme dans la plus grande partie de la Campanie, était, en pourcentage, proche de zéro. D'un autre côté, le tri sélectif importe bien peu à ceux qui gèrent le bizness des déchets en Campanie (un mélange de pouvoir politique «bipartisan» comme on dit maintenant, de pouvoir industriel en provenance du nord et de pouvoir mafieux, le seul qui soit enraciné sur le territoire).

Nous savons aujourd'hui, sur la base de la reconstitution faite par les juges napolitains qui ont ajourné le procès de quelques 28 personnes parmi lesquelles on trouve des politiciens — dont l'actuel président de la région, Bassolino du PD – des chefs d'entreprise – comme Cesare Romiti (4) – et des techniciens, que les «éco-balles» produites en quantités énormes (on parle de 5 millions d'éco-balles pour un poids total d'environ 6,5 millions de tonnes) ne sont pas en état d'être incinérées parce que leur composition est illégale. Comment est-il possible que personne ne se soit aperçu que les éco-balles étaient hors normes? Simplement parce que personne ne contrôlait rien et que le stockage des éco-balles est un marché énorme pour ceux qui gèrent la filière transport et le dépôt «temporaire» en déchetterie de ces ordures, à peine allégées de l'humidité ramassée dans les établissements que la Impregilo gérait sur l'ensemble de la région. Aujourd'hui, donner ces éco-balles à une décharge coûte plus cher que de les apporter en Allemagne pour incinération. Il est naturellement facile de comprendre pourquoi personne, à commencer par Bassolino, ne contrôlait la qualité des éco-balles: car quel politicard pourrait avoir intérêt à se mettre la mafia à dos? Il semblerait que face aux juges, Bassolino se soit justifié en disant de ne pas avoir bien lu les contrats qu'il avait signé avec Cesare Romiti.

Avec le temps les décharges se sont taries, même celles réouvertes de façon exceptionnelle par les différents commissaires qui, après quatre années d'intendance Bassolino se sont succédé en faisant semblant de résoudre le problème. Les décharges sont taries mais l'état continue à payer les propriétaires de ces même décharges rubis sur l'ongle pour le «stockage

provisoire» des déchets: 150 euros par tonne, qu'il convient d'ajouter aux 120 euros par tonne payés à Impregilo. Ajoutez à ce chiffre au moins 20 euros/tonne pour le transport, en considérant que ces sommes sont souvent divisées par trois par rapport à celles réellement payées, et multipliez par 6,5 millions de tonnes d'éco-balles qui se trouvent actuellement disséminées à travers la Campanie et les régions limitrophes, et vous vous rendrez compte de l'énormité du bizness des déchets et de pourquoi, en 14 ans, personne n'a eu intérêt à résoudre quoi que ce soit.

Le résultat catastrophique de la politique d'administration, commencée en ce lointain 1994, a seulement été celui d'exaspérer les populations locales de ces villes qui voient des monceaux d'ordures se former de façon cyclique sous leurs fenêtres, et de beaucoup de localités périphériques auxquelles on impose de supporter les désagréments du bizness des ordures.

Quoi qu'il en soit, à partir de maintenant, Prodi va se charger de tout! Dans une poussée d'orgueil il a annoncé que le lundi 7 janvier le gouvernement prendrait la situation en main et résoudrait le problème une bonne fois pour toute. Prodi s'appuiera, entre autres, sur la précieuse collaboration de Pecoraro Scanio, ministre de l'environnement, qui de son côté a annoncé le lancement d'un plan d'urgence pour la réduction des ordures produites et pour le tri sélectif. On pourrait cependant se demander où étaient passés ces deux là quand leur collègue Giuliano Amato, ministre de l'intérieur, avait assuré, à la fin du conseil des ministres du 28 décembre, que l'urgence déchets serait résolue avant 11 mois. Peut-être s'étaient-ils absentés un instant?

Il est évident que Prodi fera de nouveaux dégâts. La solution n'arrivera ni de Palazzo Chigi (siège du gouvernement italien) ni d'aucun autre palais de la politique.

L'urgence déchets appliquée à la Campanie est utilisée dans beaucoup de localités à la manière d'un avertissement envers la population, les comités de citoyens et les associations qui se battent contre la prolifération des incinérateurs et des décharges. Le message est le suivant: «ou vous acceptez les équipements polluants ou vous finirez par vous retrouver avec vos déchets dans la rue comme en Campanie». Ce chantage est inacceptable et s'appuie sur une véritable falsification de la réalité, volontairement accentuée par les moyens d'information. En Campanie, tout comme dans les autres régions, ce n'est pas le manque d'incinérateurs coûteux et nocifs ou de décharges qui empêche de solutionner le problème des déchets, mais la coupable absence d'une quelconque politique de réduction de ces déchets à la source, de réutilisation, de recyclage, de tris sélectifs sérieux et diffus. Comme nous le soutenons depuis des années, il n'y a qu'un seul moyen pour sortir du problème déchets, et donc aussi du tunnel de la soi-disant alerte Campanie: investir immédiatement dans des moyens généralisés de collecte porte à porte, à partir de la portion putrescible des déchets. En finir avec les désastreuses gestions des commissions extraordinaires, coûteuses et antidémocratiques. Rendre – partout où il a été piétiné- le pouvoir de programmation et de gestion à la communauté et aux institutions locales, à travers un parcours de participation réelle qui identifie les populations comme étant le moteur central et décisionnaire. En en finissant maintenant et totalement – sans dérogation d'aucune sorte — avec cette embrouille des subsides de l'incinération (Cip 6 et Certificats verts)[5]. En démarrant vraiment des productions qui soient propres, des projets étendus de recyclage et de compostage pouvant créer, entre autres, beaucoup plus de postes de travail.

L'objectif, nous le répéterons ad nauseam, est celui du «zéro déchet». Nous avons appris ces jours-ci que la ville de Los Angeles, métropole de plus de 3 millions et demi d'habitants, a atteint le chiffre de 62 % de tri sélectif (ou, pour le dire à l'anglaise ce sont 62 % de déchets qui ne se retrouvent pas dans une décharge). Si l'on peut recycler 62 % de matériaux à Los Angeles commentent les rédacteurs du bulletin *Environnement et futur* – nous ne comprenons franchement pas pourquoi il est impossible de sortir la ville de Naples de la soi-disant urgence-Campanie. Ou, plutôt, l'on peut comprendre la chose suivante: que c'est bien cette classe politique là, en accord avec le capitalisme assisté de l'industrie sale italienne (FIAT, groupe Falk, Ansaldo, groupe Marcegaglia, etc.) qui est une expression de l'affairisme rampant de la péninsule lié aux «multiutilities» (entreprises multiservices) (comme les ex «municipalisées» de Hera, Acea et Cie...) qui encourage la déréglementation des déchets et fait présager «mille plans d'urgence» comme celui de Naples afin de «mettre en place avec succès les politiques incluant des incinérateurs» en tentant ainsi de bâillonner les «bonnes pratiques» qui, toutefois, étant nombreuses, «se diffusent maintenant aussi en Italie».

M. Z

Umanità Nova du 13 janvier 2008

Sur le même sujet on peut consulter l'article suivant: «Le problème des déchets en Campanie, urgence et bizness» *Umanità Nova* du 20 mai 2007: isole.ecn.org/uenne/archivio/archivio2007/un17/art4749.html (Source principale: wikipédia italia.)

1.- Democratici di Sinistra "Démocrates de Gauche": parti dissous en 2007 dont les membres provenaient majoritairement de l'ex Parti communiste italien.

2.- PD: Parti Démocratique, principal parti du centre gauche italien fondé le 14 octobre 2007

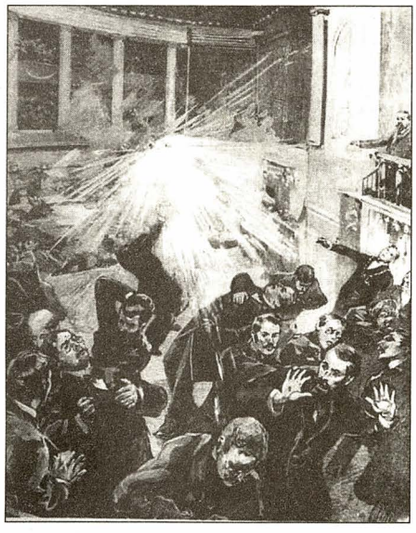
3.- Jeu de mot sur «balla» qui signifie aussi bien «balle» que «bobard».

4.- Entrepreneur italien passé successivement par Alitalia et la Fiat (dont il devient le directeur général en 1976) avant de fonder sa propre société financière Gemina qui controle la RCS (premier groupe éditorial italien) et la société du bâtiment Impregilo (de qui il sera président jusqu'en 2006)

5.- La CIP 6 (circulaire n° 6/1992 del Comitato Interministeriale Prezzi = Comité Interministériel des Prix) autorise les dirigeants des incinérateurs à vendre au GSE (société gestionnaire de l'électricité italienne) leur propre production électrique à un coût trois fois supérieur par rapport aux producteurs d'électricité qui utilisent du méthane ou du pétrole ou du charbon. Il va sans dire que les «surcoûts» payés sont répercutés sur les factures des abonnés...

Quant aux «certificats verts» ils sont délivrés à ces établissements producteurs d'électricité «propre» (énergie renouvelable) dont font partie les incinérateurs; ces certificats peuvent être revendus à des sociétés produisant «moins propre» (un peu sur le même principe que les accords de Kyoto et les émissions de CO_2).

À propos du terrorisme anarchiste



Paco

Les éditions Libertaires publient une étude de Walter Badier consacrée à Émile Henry, un anarchiste adepte de la « Propagande par le fait ».

Émile Henry (1872-1894) ne correspond pas au portrait robot du poseur de bombe. Adolescent studieux, les professeurs de l'école Jean-Baptiste Say d'Auteuil louaient sa conduite, son jugement, son caractère, son imagination et ses résultats, sauf en chimie où quelques lacunes, vite réparées, furent constatées… Le jeune homme a passé avec succès son bac ès sciences à la Sorbonne en 1888. A dix-sept ans, son avenir semblait tracé. Il était aux portes de Polytechnique quand tout a basculé.

Fils d'un père Communard (la famille Henry, exilée en Espagne, ne reviendra en France qu'en 1880 à la faveur de l'amnistie), frère d'un orateur libertaire, Émile était aussi sensible aux injustices sociales. Il collabora à l'*En Dehors*, le journal fondé par Zo d'Axa où les personnalités marquantes de l'anarchisme côtoyaient les écrivains Émile Verhaeren, St-Pol Roux, Octave Mirbeau…

D'abord hostile au terrorisme aveugle, Émile prit progressivement conscience que la propagande écrite ou orale ne suffirait pas pour riposter à la violence des patrons et des politiciens. « Il est vraisemblable qu'Emile Henry n'ait trouvé d'autre solution à son désespoir social que le terrorisme », notait Jean Maitron. « Je suis anarchiste depuis peu de temps, avoua Henry à ses juges lors de son procès devant la cour d'assises, en avril 1894. Ce n'est guère que vers le milieu de l'année 1891 que je me suis lancé dans le mouvement révolutionnaire. » Que se passait-il en France dans ces années-là ?

En août 1892, trois mille ouvriers des mines de Carmaux se mirent en grève pour protester contre le licenciement du mineur Jean-Baptiste Calvignac, leader syndical et socialiste, maire de Carmaux depuis le 15 mai 1892. Le gouvernement républicain envoya sur place 1500 soldats pour défendre la « liberté du travail » dans les mines dirigées par un aristocrate, incarnation de la droite dure, le baron Reille. Une vive colère secoua alors l'échine des travailleurs soumis aux privations pendant qu'éclatait le scandale de Panama.

La propagande par le fait avait ses figures. A cette époque officiait notamment un certain François-Claudius Koënigstein, plus connu sous le nom de Ravachol. Il fit bien parler la poudre avant d'être guillotiné le 11 juillet 1892. Dans l'air du temps, Émile Henry, en soutien aux mineurs de Carmaux, revendiqua le dépôt d'un engin explosif à la Société des mines de Carmaux, à Paris, le 8 novembre 1892. Manipulée maladroitement par des policiers, la marmite à renversement explosa dans le commissariat de la rue des Bons-Enfants. Six morts.

Le 12 février 1894, Émile Henry, très remonté contre les « lois scélérates » dirigées contre les « associations de malfaiteurs » c'est-à-dire les anarchistes (la nuit du 31 décembre 1893 la police effectua 2000 perquisitions et une cinquantaine d'arrestations), balança une bombe au milieu du café Terminus. Deux morts. Course poursuite, coups de pétard, arrestation. Terminus aussi pour celui qui n'hésita pas à « tirer dans le tas » puisque le peuple, en refusant de se révolter, cautionnait le système dominant. No one is innocent…

Condamné à mort, Henry fut exécuté le 21 mai 1894, place de la Roquette, à 4h14. Il avait vingt-deux ans. « Si nous donnons la mort, nous savons aussi la recevoir », déclara le révolutionnaire au tribunal où l'on pu découvrir sa forte personnalité et sa vigueur propagandiste. « Cette fois-ci, le lanceur de bombe n'est ni un ouvrier ignorant et grossier comme Ravachol, ni un pauvre diable de bâtard sorti des rangs de peuple, traîneur de route comme Vaillant », écrivit *L'Echo de Paris*. Quand la tête d'Henry roula dans une auge en tôle, une impression d'horreur vint saisir la foule présente.

Le corps fut mis en bière, la tête entre les jambes. Après un simulacre d'inhumation, la dépouille fut conduite à l'école de médecine

pour diverses expériences. Suite aux protestations de la mère d'Henry, les « restes » furent rendus à la famille. Émile Henry finira par être inhumé le 25 mai à Limeil-Brévannes. Jules, son jeune frère, planta un arbre sur la tombe de celui qu'on nomma le Saint-Just de l'Anarchie.

Le travail de Walter Badier était nécessaire. L'unique livre consacré exclusivement à Émile Henry remonte à 1977. Au-delà de la captivante histoire personnelle d'Henry, l'ouvrage permet de mieux cerner les arguments renversants des adeptes de la « propagande par le fait », expression inventée en août 1877 par l'anarchiste français Paul Brousse lorsqu'il prit la parole sur la tombe de Michel Bakounine. A l'aide de très nombreux documents (journaux, correspondances, études diverses, textes d'Emile Henry, mais aussi précieux rapports de police, de mouchards et d'indicateurs), l'auteur nous offre une biographie qui se lit comme un roman. Un cahier iconographique et des annexes complètent l'étude.

Les nombreuses références à la presse libertaire (l'*En Dehors*, *Le Libertaire*, *Le Père Peinard*, *La Révolte*...) nous permettent aussi de vivre les débats qui agitaient le mouvement anarchiste au sujet de l'action directe incarnée par Ravachol, Auguste Vaillant, Léon Léauthier... Anars individualistes et partisans de l'action collective, syndicale notamment, divergeaient. Certains n'hésitèrent pas à dénoncer le caractère barbare et anti-révolutionnaire d'Henry. D'autres étaient tiraillés entre leur aversion pour le terrorisme aveugle et leur devoir de solidarité envers un compagnon. Malgré tout, durant de longues années, de nombreux libertaires se rendirent sur la tombe d'Henry. Le journal *La Renaissance* organisa une excursion en mai 1896. En 1901, Albert Libertad, futur fondateur du journal individualiste *L'Anarchie*, était devant le cimetière de Limeil-Brévannes avec un groupe d'amis. La police les empêcha d'entrer... Selon un rapport de police, deux cents manifestants se déplacèrent à nouveau en 1905.

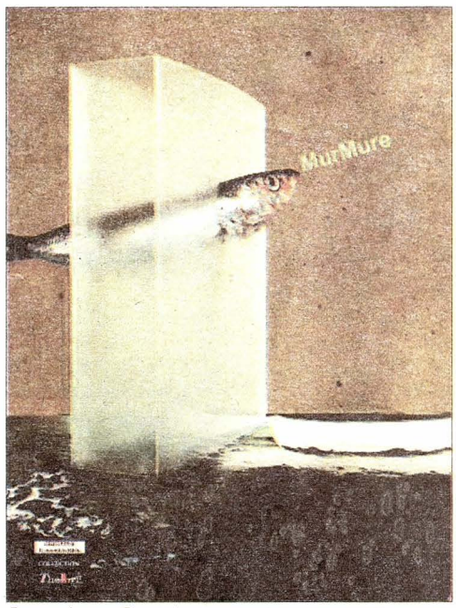
« La question n'est pas de savoir pourquoi il y a des gens qui jettent des pierres sur la police, mais de savoir pourquoi... il y en a si peu », disait le psychanalyste Wilhelm Reich. Ce qui était vrai à différents moments des siècles derniers est hélas toujours vrai. Par les temps de désespérance sociale que nous vivons, il est à craindre que la propagande par le fait revienne tristement un jour à la Une de l'actualité. Qui sème le vent, récolte la tempête.

P.

Walter Badier, *Émile Henry – De la propagande par le fait au terrorisme anarchiste* aux éditions Libertaires, 226 pages. 15 euros.

En vente à la Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

Un MurMure israélo-palestinien pour la paix



JUSQU'AU 9 FÉVRIER, à Paris, l'Espace Confluences présente MurMure, une tragi-comédie de Gaël Chaillat et Ariel Cypel librement inspirée des discussions entre Amira Hass (journaliste israélienne) et Mahmoud Zahara Al Safadi (prisonnier palestinien).

En août 2004, pendant une grève de la faim organisée par des détenus politiques palestiniens à la prison d'Ashkelon (près de Gaza), Amira Hass, journaliste israélienne vivant à Ramallah, est entrée en contact avec Mahmoud Zahara Al Safadi grâce à des téléphones portables introduits illégalement. Aussi incroyable que cela puisse paraître, Amira Hass, correspondante du quotidien israélien *Ha'aretz* distinguée en 2003 par le World Press Freedom Award, a pu s'entretenir pendant cinq mois, jusqu'à trois heures par jour, avec Mahmoud Zahara Al Safadi, militant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, laïque et marxisant).

Mahmoud Zahara Al Safadi était alors détenu depuis quinze ans. Suite à la première Intifada, il purgeait une peine d'emprisonnement de vingt-sept ans pour « participation à un mouvement illicite, jets de cocktails Molotov et incendies de véhicules ». Mahmoud a été libéré en septembre 2006. La Haute Cour de justice a reconnu l'iniquité de sa peine et lui a accordé une libération conditionnelle. Il doit pointer toutes les semaines au commissariat et être rentré chez lui, à Jérusalem-Est, tous les soirs avant 22 heures.

Gaël Chaillat et Ariel Cypel ont travaillé longuement à partir des échanges téléphoniques clandestins et de la correspondance qui a suivi entre Mahmoud Zahara Al Safadi et Amira Hass, fille d'une mère juive communiste rescapée de Bergen-Belsen. La matière brute de ce projet théâtral est un témoignage unique, non censuré par les autorités israéliennes. Beaucoup de metteurs en scène auraient sans doute monté une pièce grave, copie conforme à la terrible réalité. À l'extrême opposé de cette option, Gaël Chaillat et Ariel Cypel ont réalisé une tragi-comédie bien déjantée appelée MurMure. Avec un humour et une dérision féroces, les mécanismes complexes du conflit israélo-palestinien sont évoqués. Le ton éloigne les slogans réducteurs, mais il n'empêche pas de poser de vraies questions.

MurMure a été écrite pour sept acteurs caméléons. Cinq hommes et deux femmes qui se mettent dans la peau de prisonniers, d'un « dragon » (Amira Hass), d'un directeur, d'une hôtesse gardienne, de Mickey, d'une puce, de trois téléphones, du docteur Sigmund de Vienne, du traiteur Goldenberg... et de spectateurs qui interviennent dès la première scène pour bien mette la pression dans la salle. « Je vous demanderais d'éteindre vos téléphones portables. C'est pour votre confort... » On ne vous en dit pas plus.

MurMure est une pièce déroutante, une fiction clownesque sur le sort dramatique et absurde du Proche-Orient. L'Holocauste, les colonies, le mur, l'apartheid, l'enfermement, la répression contre les Palestiniens emprisonnés ou non, les attentats, les préjugés, l'engagement politique, la résistance, les médias... sont autant de sujets effleurés pour attiser la réflexion, la critique et l'action.

Après sa création à Paris, MurMure, traduite en hébreu et en arabe, sera présentée à Tel-Aviv et au Free Théâtre du camp de réfugiés de Jenine, au nord de la Cisjordanie.

Que ce petit MurMure israélo-palestinien devienne vite une grande et vive clameur de paix.

Paco

MurMure à l'Espace Confluences (190, boulevard de Charonne Paris XXe) jusqu'au 9 février inclus.
du mercredi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 17 heures.
Réservations au 01 40 24 16 46.
Tarif: 10 euros, réduit: 7 euros.
Le texte de la pièce est disponible aux éditions Libertaires, 82 pages. 8 euros à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris.

Un précaire U.S.

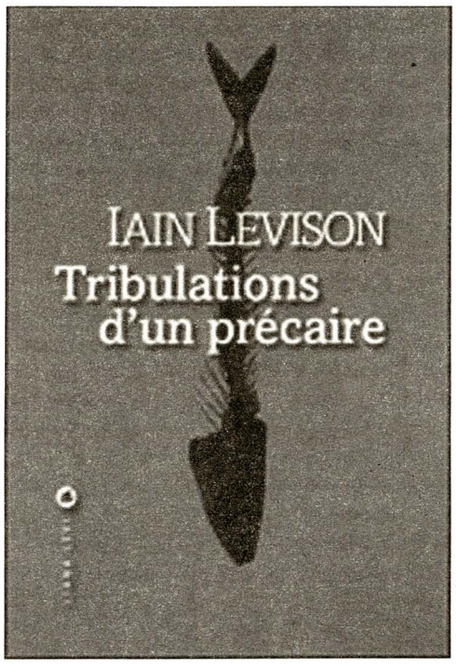
Dans *Un petit boulot*, paru il y a quatre ans Iain Levison décrivait la vie d'un chômeur d'une petite ville américaine qui accepte de tuer la femme d'un bourgeois du coin contre une coquette somme versée par le mari; alors que le seul but de ce chômeur est de se faire engager à la station d'essence. Contre toute attente, le plan marche et il atteindra son but.

Dans son dernier livre, I. Levison nous raconte sa vie de travailleur précaire dans l'Amérique du rêve capitaliste, où chacun, s'il le souhaite peut s'en sortir et réussir, c'est à dire faire fortune et vivre la vie publicitaire vantée par les médias au service de la propagande du marché. Ce n'est pas de cette fable dont l'auteur nous entretient, mais de la réalité qu'il partage avec des millions d'américains pauvres, contraints d'accepter de travailler à n'importe quel prix, dans des conditions calamiteuses, juste pour ne pas se retrouver à la rue, juste pour survivre: Le moindre bruit anormal dans le moteur de la voiture, le moindre craquement dans le genou génèrent l'angoisse, la peur de se retrouver surendetté ou au chômage en l'absence d'assurance et de sécu. Il va donc enchaîner les boulots, quarante deux emplois différents en dix ans, d'un bout à l'autre des États-Unis, une sorte de version moderne de Tom Joad. Il a fréquenté l'université, en est sorti avec une licence de Lettres qui lui a coûté quarante mille dollars et qui ne lui sert à rien et il s'aperçoit que le monde du travail est partagé entre les boulots pour lesquels il n'est pas qualifié et ceux dont il ne veut pas: il étudie les deux types de propositions. On le suit dans des entretiens d'embauche grotesques, au cours desquels l'employeur s'écoute parler; il apprend à baratiner sur son CV pour décrocher un poste (peintre en bâtiment, vendeur de poissons, déménageur, directeur de restaurant, etc.) et met en œuvre mille combines pour survivre. Lucide, avec humour et intelligence, il décrypte les dessous de la grosse arnaque sociale, du décalage énorme entre les discours et la réalité, fruit d'un langage dynamité, et ne se fait aucune illusion sur sa condition de prolétaire. Il décrit des individus qui sont seuls face à la machine d'exploitation, et qui se livrent entre eux à une concurrence acharnée: presque pas de solidarité entre les travailleurs, si ne n'est ponctuelle et intéressée, et un racisme que les patrons savent utiliser à leur profit. Pas de syndicat, pas de solidarité de classe: d'ailleurs, l'auteur fait allusion aux Wobblies, des hommes courageux debout face aux milices armées patronales; mais c'était il y a longtemps, avant la grande Dépression. Aujourd'hui, c'est terminé, personne n'est là pour se battre pour les autres.

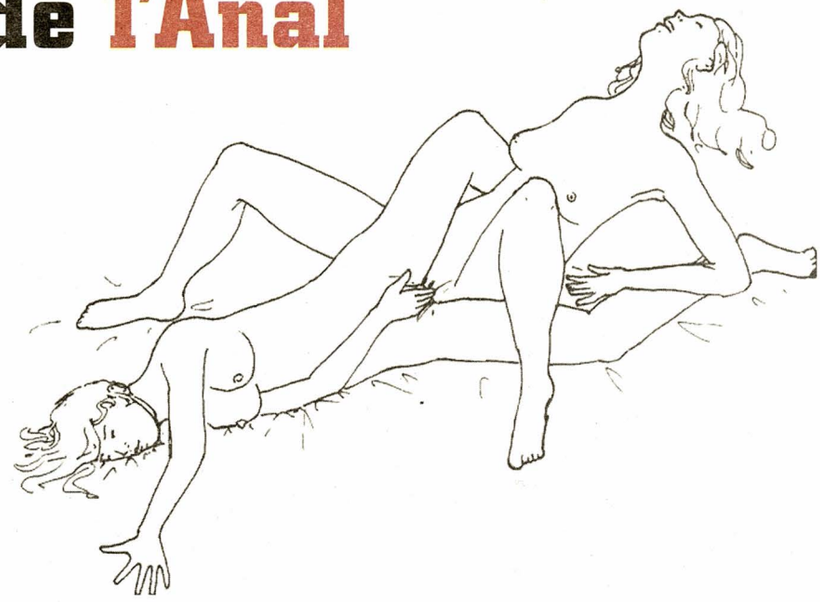
C'est un témoignage de première main sur la situation réelle des travailleurs au pays du marché triomphant, qui saisit par son ton direct et sa colère froide, par sa description précise des manières qu'utilisent les patrons pour surexploiter les ouvriers, mais qui en même temps nous amène a nous interroger sur la notion de précarité. La brève période de l'après-guerre, qu'on a appelé les « trente glorieuses » a pu faire croire que le plein emploi et l'augmentation régulière du niveau de vie étaient devenus la norme, et dans la période suivante, que nous vivons, que le chômage et la précarité ne sont que des situations transitoires, auxquelles une politique volontariste pourrait mettre un terme. Mais contrairement à l'idée communément admise, cette précarité n'est pas accidentelle, temporaire, elle est intrinsèquement liée à la condition même du salariat, de la classe des exploités n'ayant comme seul bien que leur force de travail, qu'ils « échangent » dans un rapport inégal avec les capitalistes. C'est contre cette situation que les travailleurs se sont unis et se sont battus pour arracher quelques compensations (assurances vieillesse/maladie/chômage) qui se voient partout où elles avaient pu être mises en place défaites les unes après les autres. La seule manière de mettre un terme à la précarité, si chère à Laurence Parisot et ses amis, c'est de mettre à bas le capitalisme et le salariat.

Moriel

Tribulations d'un précaire d'Iain Levison, ed. Liana Levi.



Diagonales de l'Anal



Le petit volume qui vient de sortir aux Éditions Manucius réunit un essai de Roger Dadoun :

Utopies sodomitiques, et la réédition de l'introuvable *De Sodomia, exposé d'une doctrine nouvelle sur la sodomie des femmes, distinguée du tribadisme* », petit traité publié en Italie en 1700 et 1751, œuvre du Révérend-Père Sinistrari d'Ameno, qui fut Consultant au Tribunal suprême de la Sainte Inquisition.

Pour d'Ameno, une chose est claire : la sodomie est un « vice abominable ». Il y a unanimité pour la châtier, chez les juges laïques comme chez les juges ecclésiastiques. « La sodomie a une certaine connexité avec l'hérésie », note d'Ameno en souhaitant que, pour « mieux éradiquer un vice si énorme de la République chrétienne », « partout les inquisiteurs de la perversité hérétique procédassent pour la punition de cet infâme délit », si horrible qu'il n'est jamais prescrit. Mais son traitement juridique pose aux confesseurs et aux juges quelques problèmes, que d'Ameno se propose ici de résoudre. En effet, si le crime lui-même assez facile à identifier entre mâles, ou entre mâle et femelle, — à quelques détails près sur lesquels nous n'aurions peut-être pas pensé à nous interroger : faut-il, pour parler de sodomie, qu'il y ait pénétration « dans le vase » ? éjaculation ? — la sodomie entre femmes exige d'être explicitée plus en profondeur.

Que de « troubles de conscience et anxiété » pour les malheureux confesseurs confrontés à ces « femmes fricatrices » (« tribades », du grec « tribein », « frotter »), « que la honte empêche de s'exprimer clairement, mais qui s'accusent en disant seulement qu'elles ont grimpé d'autres femmes avec délectation » : ont-elles commis crime de mollesse – doux nom de la masturbation, absolvable en confession – ou de Sodomie, passible de pendaison ou de bûcher ? Ledit confesseur devra donc se faire préciser le rôle exact du clitoris pendant ledit crime : ce qui nous vaut un luxe d'informations stupéfiantes sur les clitoris européens, égyptiens et autres, et leurs particularités anatomiques en matière de taille, émergence et surtout capacité à pénétrer « l'un ou l'autre vase » de la « femme succube » Que d'expertises délicates pour s'assurer qu'une « sodomie parfaite » a bien été commise ! Pour prouver le crime, la Justice recourra à tous indices, présomptions, témoignages des voisins ayant entendu « les trimballements, les craquements et les secousses du lit » ; et, bien sûr, à la torture – pas n'importe comment, nous sommes en pays civilisé, à Rome, en 1754, il y a deux siècles et demi : la torture par le feu, chronométrée le temps de deux Miserere.

On quitte ces 60 pages d'argumentation érudite, les yeux encore écarquillés devant l'incommensurable stupidité qui peut dévoyer le raisonnement humain, et l'incroyable et terrifiante oppression des systèmes sociaux qui engendrent de telles logiques de pensée. Sa lecture nous secoue d'autant plus que notre système juridique procède directement du droit canonique ici à l'œuvre et que, notre Président-chanoine d'honneur du Latran vient de le rappeler, nous sommes (hélas !) les rejetons de cette Église chrétienne ; nous devrions, a-t-il affirmé dans son discours au Latran le 20 décembre 2007, « assumer les racines chrétiennes de la France et même les valoriser » ! Car « une nation qui ignore l'héritage éthique, spirituel, religieux de son histoire commet un crime contre sa culture » ! Eh bien, de cet héritage, relisons l'histoire de l'Inquisition, et interrogeons-nous sur la « morale inspirée de convictions religieuses » dont il ose vanter la supériorité sur « la morale laïque (qui) risque toujours de s'épuiser ou de se changer en fanatisme ! » Où est le fanatisme, dans l'Histoire passée comme dans le présent ?

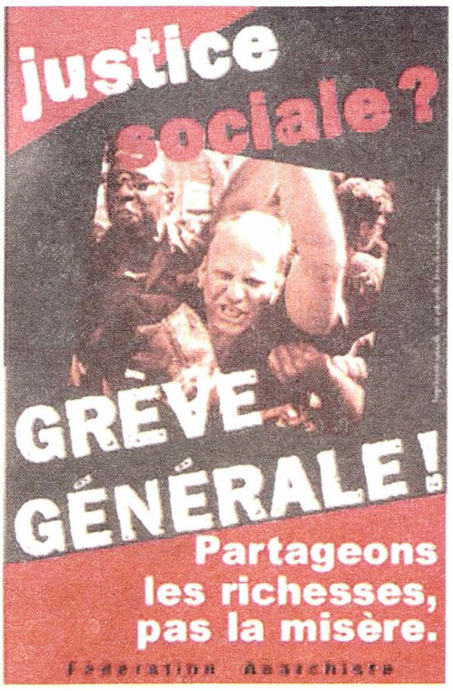
Heureusement, la prose savoureuse de Roger Dadoun apporte à notre cerveau surchauffé fraîcheur et délassement. Ce n'est pas qu'elle traite de sujets moins torrides, puisqu'elle creuse à la source du fanatisme anti-sodomique de cette Église qui a su, des siècles durant, distiller haine et perversion dans les esprits, et souffrance dans les corps. Le marquis de Sade et son « imaginaire excrémentiel », Freud, Jérôme Bosch, Luther, jusqu'à Satan en personne sont appelés à la rescousse pour mieux délimiter les contours du virulent phobisme anal qui, bien au-delà de d'Ameno, traverse souterrainement notre monde ; sans oublier bien sûr Bataille et son « Anus solaire », qui, au-delà de l'érotisme du texte, nous montrant ce qu'un système social traite en déchet, en dégage une analyse lucide des rapports maître esclave et des structures psychanalytiques du fascisme.

Aux antipodes de la persécution anti-sodomique, Roger Dadoun extirpe des enfers de bibliothèque les glorieux « Sonnets luxurieux sur les XVI postures » de L'Aretin, contemporain de d'Ameno (« ô cul de lait et de pourpre ! ») et « Le nouveau monde amoureux » de Charles Fourier, précurseur visionnaire de la fin des persécutions et discriminations sexuelles. Utopie fabuleuse mettant en scène « les 810 moules passionnels dans les cinq genres d'amour », où toutes les formes de sodomie trouvent leur place égalitaire, ce « nouveau monde » joyeux et libertaire « fout par terre » dans l'allégresse toute la construction de d'Ameno, sa condamnation des infamantes sodomies et de tous les péchés de la chair. Comme l'écrivait Fourier : « Chacun a raison en amour ».

Marielle Giraud

***Utopies sodomitiques, diagonales de l'anal* de Roger Dadoun et *De Sodomia*, du R.P. Sinistrari d'Ameno, Éditions Manucius, 2007.**

Affiches d'hier et d'aujourd'hui



La Fédération anarchiste est implantée dans les départements de la *Haute-Vienne*, et des *Alpes-de-Haute-Provence.*
Les personnes intéressées sont priées de contacter les Relations intérieures qui transmettront.
Par courriel:
relations-interieures@federation-anarchiste.org
ou par courrier postal:
Publico (RI) 145, rue Amelot - 75011 Paris.

Radio libertaire

Jeudi 31 février

De rimes et de notes, 12 heures. Actualité de la chanson et du spectacle. Marlène reçoit Marie-Josée Vilar, entourée de Thierry Le Gall et Fanfan, pour son spectacle «Barbara», le 4 février à 20 heures au Vingtième Théâtre (7, rue des Plâtrières - 75020 Paris).

Humanisme, athéisme et laïcité. 18 heures. Invité: Le groupe des libres penseurs André Lorulot, Commune de Paris.

Epsilonia. 22 heures. Musiques expérimentales et expérimentations sonores 22 heures: Nouveautés & annonces concerts. 22h30: Live en direct de Radio Libertaire de Soi. Ce compositeur et artiste performer, originaire du Chili, a réalisé beaucoup de musiques de danse et de théâtre, notamment pour la chorégraphe française Maguy Marin (http://www.myspace.com/soiworld). 23 heures: Focus sur Coh. Ivan Pavlov est un artiste sonore d'origine Russe, édité sur des labels comme Raster Noton, Mego ou Mort aux Vaches, ainsi que de nombreux net-labels (http://www.post-pop.org).

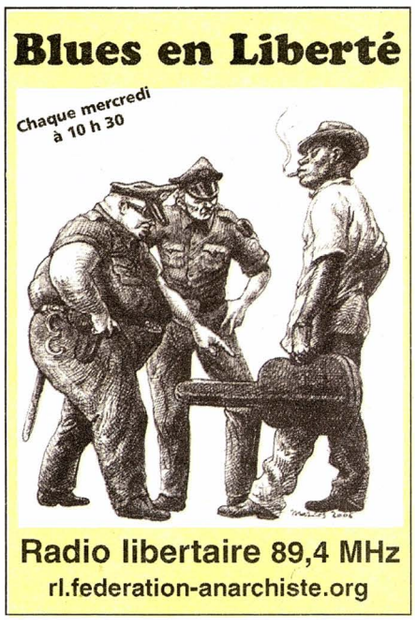
Vendredi 1er février

Place aux fous. 13 heures. Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline O. Pascault, V. Schaepelynck et C. Hess reçoivent Claro, romancier et traducteur, à l'occasion de la sortie (le 7 février aux éditions Verticales) de son nouveau roman, *Madman Bovary*.

L'invité du vendredi « Des droits et des hommes ». 19 heures. LDH Section Paris 19 de la Ligue des droits de l'Homme. Première heure: la démocratie locale, un premier bilan?; seconde heure: La loi DALO, un outil démocratique ou un mirage de plus?

Samedi 2 février

Chroniques rebelles. 13h30. Débats, dossiers, rencontres... «Une histoire du spectacle militant (1966-1981)», sous la direction de Christian Biet et d'Olivier Neveux (L'Entretemps). Avec Olivier Neveux et Hélène Fleckinger: « Oser lutter contre l'oppression, d'où qu'elle vienne. Oser vaincre le robot ou le flic que le capitalisme a voulu faire de chacun ou chacune de nous. Réapprendre à aimer, à jouir, à être ensemble, à créer notre vie, à faire la révolution par tous les moyens. » (*Tout*, journal du FHAR). Un ouvrage collectif passionnant



Dimanche 3 février

Symbiose. 14 heures. Culture libre La question du modèle économique du logiciel libre. Celui-ci, issu et largement développé par des communautés de développeurs bénévoles et auto-organisés, n'interdit pourtant pas son exploitation commerciale et son usage en entreprise. En quoi consiste le modèle économique du logiciel libre? Est-il efficace dans le cadre de l'entreprise? Représente-t-il une révolution? En retour, l'entreprise représente-t-elle un danger pour le logiciel libre? Laurent Seguin, de l'AFUL, et Christophe Le

Chants / Contrechamps. 15h30. Cinéma d'auteurs, chanson à textes. Invité: Jean Marboeuf, pour la sortie DVD de son film « Coup de sang »; l'actualité sur les écrans; CD, concerts, etc.

Il y a de la fumée dans le poste. 18h30. Légalisation du cannabis. La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 4 février 2008

Lundi matin. 11 heures. Infos et revue de presse L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Ondes de choc. 15 heures. Magazine culturel Invité: Jimmy Gladiator, pour *Éléphants de la patrie* aux Éditions Libertalia.

Les mangeux d'terre. 18 heures. Émission écolo libertaire OGM et alternatives, avec Marc Dufumier chercheur à l'INRA

Mardi 5 février 2008

Le Parisien libertaire. 8 heures. Faut libérer Paris! L'actualité parisienne, par Davou.

Idéaux et débats. 18 heures. Bleu, blanc, brun, transparent... invisible Les invités du jour seront: Éric Faye, pour *L'homme sans empreintes* (Stock); Frédéric Maillard, pour *Bleu blanc brun* (Denoël); Véronique Ovaldé, pour *Et mon cœur transparent* (L'Olivier).

Mercredi 6 février 2008

Blues en liberté. 10h30. Emission musicale blues Bentonia blues, les voix hautes du Mississippi.

Le manège. 14 heures. Littérature & Cinéma L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Chronique hebdo. 22 heures. Commentaire de l'actualité En direct chaque semaine, et en réécoute sur http://chronique-hebdo.blogspot.com/. Par Jacques et Gérard.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 1er février

Auray 56

20h15 -Salle L & M, pôle municipal du Penher, à l'angle des rues du Penher et Pdt Kennedy. La prison en question(s) - Projection d'un documentaire de l'OIP (Observatoire International des Prisons) suivie d'un débat sur l'enfermement et la justice. Entrée libre. Organisée par le groupe libertaire de Lorient/Vannes de la Fédéraion anarchiste

Ivry 94

20 heures, Michel Hermon chante Léo Ferré et ses poètes, dans son spectacle « Compagnons d'enfer », accompagné au piano par Christophe Brillaud. Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, Tél. 0146726468. Métro: Pierre Curie ou Porte d'Ivry.

Samedi 2 février

Ivry 94

Voir le 1er.

Dimanche 3 février

Paris XVIIe

Serge Utgé Royo chantera à l'Européen, 3-5 rue Blot Paris XVII. Métro Place Clichy. Il sera accompagné de Léo Nissim (piano), Jack Thysen (Basse) Jack Ada (guitares), Jean My Truong (percussions), avec la participation de Natacha Esdra et Bruno Daraquy. Ariste invité: Jofroi Réservations: 0143522040 ou 0143879713

Lundi 4 février

Paris XVIIe

Serge Utgé Royo Chantera à l'Européen (voir le 3) Artiste invité: Hélène Maurice.

Mercredi 6 février

Paris IXe

Céline Caussimon chante au Théâtre Essaîon. Dernière 6, rue Pierre au lard, Paris 4e, M° Hôtel-de-Ville. Réservations: 0142784642 — tarifs: 15 et 10 euros.

Jeudi 7 février

Merlieux 02

À l'heure de la montée en puissance de tous les intégrismes, le groupe Kropotkine de la FA vous propose de 18 à 21 heures, une soirée anticléricale, avec Marc Silberstein, préfacier de *Apologie du blasphème* (Syllepse, 2006). Bibliothèque Sociale, au 8, rue de Fouquerolles. Renseignements au 0323801709

Vendredi 8 février

Ivry 94

20 heures. Sarcloret et Michel Buhler, accompagnés au piano par Gaspard Glaus, chantent Jean Villard Gilles dans leur spectacle « Les Trois Cloches » Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, Tél. 0146726468. Métro: Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

Samedi 9 février

Paris XIe

À partir de 16h30,Jimmy Gladiator sera à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, pour une rencontre-débat à l'occasion de la sortie de son récent livre: *Éléphants de la patrie* aux éditions Libertalia. Rencontre animée par Jehan, animateur de l'Émission Ondes de choc sur Radio libertaire.

Ivry 94

Voir le 8

Dimanche 10 février

Ivry 94

Voir le 8

Vendredi 15 février

Bordeaux 33

À partir de 19h00: intervention de la chorale Le Cri du Peuple - Place Camille Julian autour de chansons de La Commune. À 20h30 - cinéma Utopia - projection de «La Commune»,séquence 1 (1h02) (3,50 euros) animation Clé des Ondes - Cercle Jean Barrué présentation - Claire Auzias intervention en chanson Serge Utgé-Royo débat avec Claire et Serge, table de presse de la Librairie du Muguet Réservations à l'Utopia, à partir du 5 février 2008

Samedi 16 février

Doyet proche Montluçon 03

Concert au Maquisard (local autogéré) avec RabHop (Hardcore d'Angoulême) + surprise, le Keupon voyageur - 5 La Gare - 03170 Doyet, 0612277001, prix libre, 20 heures

Bordeaux 33

À 14h30: cinéma Utopia - projection» La Commune», séquence 2 (1h14) (3,50 euros) à 16h15: cinéma Utopia, «La Commune/séquence à 3 (1h15) (3,50 euros) à 17h30: Échange avec Claire Auzias, Serge Utgé-Royo ou intervention de la chorale Le Cri du Peuple table de presse de la Librairie du Muguet Réservations à l'Utopia, à partir du 5 février 2008

À 20h00: salle Maison Cantonale (20 rue de Chateauneuf à Bordeaux) Serge Utgé-Royo – chante La Commune, table de presse de la Librairie du Muguet Réservations à l'Utopia, à la Librairie du Muguet et à la Clé des Ondes (90,1 MHz) (15 euros et 10 euros pour tarifs réduits)

Jeudi 6 mars

Merlieux 02

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale reçoit l'association Terre de liens, autour des questions suivantes: Comment la société civile peut-elle s'impliquer dans la gestion de l'espace rural? Une autre forme de propriété est-elle possible? Comment soutenir des projets créateurs de liens et écologiquement responsables? 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 0323801709

Samedi le 8 mars

Gand, Belgique

Septième édition de la Foire du Livre Alternatif et Libertaire... Renseignements: (aboekenbeurs@yahoo.com, www.aboekenbeurs.be

Collage de Winston Smith